l'unité

N° 308 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 29 septembre 1978

EUROPE: LES CONDITIONS DU P.S.





LEO FERRE

PATRICK ULLMANN

LA MEMOIRE ET LA MER

Dans cette plaie comme d'un trou
Grouillant de cris comme la vague
Quand les goélands sont jaloux
De l'architecte où s'extravaguent
Des maçons aux dents de velours
Et le ciment de leur salive
A te cimenter pour l'amour
Ton cul calculant la dérive

Mes souvenirs s'en vont par deux
Moi le terrien du Pacifique
Je suis métis de mes aveux
Je suis le silence en musique
Le parfum des mondes perdus
Le sourire de la comète
Sous le casque de ta vertu
Quand le coiffeur sèche ta tête

Muselle-moi si tu le peux
Toi dans ton ixe où le vacarme
Sonne le glas dans le milieu
Moi planté là avec mon arme
Tu es de tous les continents
Tu m'arrives comme la route
Où s'exténuent dix mille amants
Quand la pluie à ton cul s'égoutte

Il faut accepter de se noyer dans ce livre-dialogue où Léo Ferré et Patrick Ullmann se renvoient leurs images, leurs chants et leurs cris, sur le rythme profond des marées qu'ils célèbrent.
Paul Guimard, extrait de la préface.

éditions
henri berger
paris

Exposition des images originales de Patrick ULLMANN: Galerie Noire, 23 rue Sainte-Croix de la Bretonniére 75004 PARIS.

Fondation Jean-Jaurès

sommaire

France

En couverture cette semaine :

4 à 9

Europe : les conditions du P.s.
• Un scénario inacceptable, par Georges Sutra
• Les trois pays candidats
• Monnaies vertes : les pauvres paieront pour les riches

10

Parti socialiste : si le débat est clair, par Claude Estier

11

Oui, j'ai dit archaïsme, par Michel Rocard

Social

12

Sidérurgie : la dernière escroquerie, par Christine Cottin

14

C.g.t.-C.f.d.t. : d'accord sur rien !, par Michèle Kespi



16

La chaine contre l'établi, par Jean Le Garrec

Les entretiens de « l'Unité »

21

Cette semaine, Jaime Dri, leader montonero, raconte son évasion des prisons argentines, propos recueillis par Francis Pisani

Société

24

D.c. 3 disparu : barbouzes and Co, par Dominique Castellet

26

Nos lecteurs ont la parole

Cinéma

28

Le monstre au regard froid, par Serge Richard

Spectacles

30

Djamel, le Berbère, par Jean-Paul Liégeois

Télévision

32

Le noir sied à Aurélien, par Gabrielle Rolin

PHOTOS ET DESSINS
Barrigue (page 10), Coureuil (pages 22, 25, 29), Pascal Lebrun (pages 5, 7, 30), José Manuel (pages 21, 23), Pym (pages 1, 19), Jean-Louis Rabeux (page 31), Solo (pages 31, 32, 34), Sygma (pages 6, 10, 12, 13, 15, 23, 24, 25), Viva (pages 6, 7, 8, 16).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Véronique Neiertz. Francis Pisani, Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (180 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

• « L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.

EUROPE : LES CONDITIONS DU P.S.

Le bureau exécutif du P.s. a adopté à l'unanimité mardi 26 septembre un texte d'une grande importance, qui a servi de trame à l'intervention de François Mitterrand mercredi à Montpellier et constitue, en quelque sorte, la présentation politique du rapport, présenté ce même jour par Georges Sutra, définissant les conditions posées par le Parti socialiste comme préalable à l'élargissement du Marché commun à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce.

Le texte du bureau exécutif rappelle tout d'abord l'intention et la volonté du P.s. de contribuer à cet élargissement, les trois pays étant aujourd'hui aptes, au regard de la démocratie, à poser leur candidature à l'Europe. Toutefois, l'ampleur des difficultés économiques soulevées est considérable et justifie les inquiétudes exprimées par les travailleurs et les milieux professionnels concernés. Aussi le Parti socialiste subordonne-t-il son accord à l'adoption préalable d'un certain nombre de mesures qui lui paraissent indispensables en insistant, d'autre part, dans l'immédiat, sur la nécessité d'un débat parlementaire afin que la représentation nationale puisse donner son avis sur les négociations qui vont s'engager ou se poursuivre.

Le bureau exécutif a explicité trois séries de conditions qui se trouvent développées dans le rapport Sutra, dont nous publions une large analyse dans les pages suivantes : refonte radicale de la politique agricole commune ; dénonciation des accords franco-espagnols signés en 1970 par Jacques Chirac et établissant une inégalité de traitement douanier entre les deux pays pour les produits industriels ; plan détaillé de renforcement de la politique régionale au niveau de la C.e.e. comme au niveau français.

Le P.s. estime, par ailleurs, qu'un élargissement de la Communauté implique des transitions par étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée, ce qui doit conduire à un décalage dans le temps, pour chacun des pays considérés, entre sa participation aux institutions de la Communauté et son intégration économique.

Le texte du bureau exécutif souligne enfin que les populations intéressées ont été trop souvent dupées par les promesses gouvernementales. Il ne saurait être question pour elles de se contenter de « promesses de garanties » qui suivraient le fait accompli de l'élargissement. Le Parti socialiste affirme que la définition précise, dans l'acte d'adhésion, des mesures indiquées par lui — et, par conséquent, l'engagement pris par l'ensemble des Etats qui composent actuellement la C.e.e. et par ceux qui la composeraient — constitue, dans l'intérêt de notre pays et de l'Europe, un préalable à l'élargissement.

Le Parti socialiste ne peut suivre ni ceux qui affirment, avec Giscard d'Estaing, un « oui sans condition » à l'élargissement ni ceux qui, avec le Parti communiste, ferment définitivement la porte à l'Europe du Sud par un « non, jamais ». Il ne prendra sa position définitive que lorsque, la négociation étant terminée, il sera à même d'en apprécier le résultat au regard des conditions préalables ainsi définies.

Le bon sens rejoint ici la volonté d'une défense efficace des intérêts du pays.

L'élargissement de la C.e.e. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne peut avoir des effets totalement opposés (1). Il peut aboutir soit à une mainmise définitive de l'Europe du Nord sur les pays méditerranéens, soit à un équilibre un peu mieux affermi entre le Sud et le Nord. Cet équilibre possible permettra, dans un second temps, la politique méditerranéenne dont l'Europe a besoin.

Nous devons mener un double combat politique contre la droite et contre les thèses « poujadistes » du Parti communiste.

Valéry Giscard d'Estaing est « pour » l'élargissement et nous promet les garanties... que les divers gouvernements de la Ve République nous ont déjà offertes naguère dans les échanges viti-vinicoles avec l'Italie : cela nous a amenés à Montredon, où le sang a coulé.

Le choix de Giscard d'Estaing est pour une zone de libre-échange sauvage entre pays différents. Porte-parole de l'atlantisme et du capitalisme transnational, placer la France dans l'orbite des Etats-Unis par l'intermédiaire de l'Allemagne fédérale, c'est, pour lui, rendre impossible toute évolution de nos pays.

Jacques Chirac a annoncé il y a plusieurs mois qu'il était contre l'élargissement. Or hier, Premier ministre, il a accepté que l'on ouvre la brèche : la France serait-elle unanime qu'elle ne pourrait plus s'opposer à l'entrée de la Grèce sans renier sa parole et sa signature.

Jacques Chirac est contre l'entrée de l'Espagne dans la C.e.e., mais il a signé, comme ministre de l'Agriculture, les accords du 1er octobre 1970, qui sont pires qu'un élargissement effectué dans les pires conditions.

Le Parti communiste, pour sa part, a choisi de s'enfermer dans une position doublement intenable : avec son « non jamais » l'internationalisme est jeté aux orties et la marginalisation de nos régions irait en croissant.

Aussi déraisonnable est la position, diamétralement opposée, des Partis communistes italien et espagnol.

Le « oui, tout de suite et sans condition » du P.c.i., s'il est plus honorable, s'il a le mérite d'être internationaliste, est tout aussi irréaliste que le « non jamais » du P.c.f. Car l'un et l'autre nous privent de la seule arme que nous ayons jamais eue depuis dix ans.

La volonté du capitalisme transnational, à travers l'Europe du Nord, d'étendre sa domination industrielle et de s'ouvrir de nouveaux marchés, sensibilise une population déjà traumatisée par dix ans de caricature du Traité de Rome. Il faut saisir ce moment, où une mobilisation populaire peut permettre d'arracher les préalables indispensables.

La position du Parti socialiste

Notre attitude découle des prémisses suivantes :

1) La situation actuelle est déjà très grave pour les régions méridionales et, élargissement ou pas, la question du Midi est, de toute façon, posée.

2) L'élargissement, voulu par le libéralisme, aggrave encore cette situation. D'où la nécessité absolue des « préalables » du Parti socialiste.

3) Enfin, il faut répéter des choses évidentes : nous n'avons rien à demander aux peuples de Grèce, d'Espagne et du Portugal, dont nous saluons le courage. Notre lutte est tout entière tendue contre le capitalisme transnational et son influence sur les technocrates de Bruxelles.

A partir de là, notre position est claire : nous refuserons notre accord aussi longtemps que nous n'aurons pas « les conditions préalables qui devront impérativement être remplies avant que ne s'engage tout processus juridique d'adhésion de nouveaux pays à la C.e.e. », selon la décision de notre comité directeur du 8 juillet 1978.

Pour définir ces préalables, faut-il d'abord examiner les conséquences de l'élargissement aux trois pays candidats si celui-ci était conduit dans le cadre du libéralisme actuel.

Nos possibilités d'exportations agricoles vers les « Trois » risquent d'être nulles.

Les pays candidats sont, à l'heure actuelle encore, demandeurs de lait et de produits laitiers. Mais l'Espagne sera autosuffisante à court terme pour le lait. Chez les « Trois », la consommation de produits laitiers, sauf le beurre, a doublé depuis dix ans. Au cours de la même période, la production a augmenté de 50 %. L'Espagne et la Grèce demeureront importatrices de fromage.

La consommation de viandes, bœuf, porc, volailles, a elle aussi doublé dans la dernière décennie. Dans la même période, le taux d'auto-approvisionnement s'est très largement amélioré. L'Espagne couvre, d'ores et déjà, ses besoins en volailles.





Manifestation de paysans à Carcassonne.

Pour le bœuf, la consommation, bien qu'ayant doublé en dix ans, demeure encore à peine supérieure à la moitié de celle de la C.e.e. Les « Trois » sont donc importateurs. Mais la Grèce et plus encore l'Espagne ont opté pour l'élevage bovin industriel à base de maïs et de tourteaux de soja.

L'Espagne a acheté l'an dernier 18 000 tonnes de maïs à la France, et 3 millions de tonnes aux Etats-Unis. Elle restera très longtemps importatrice de soja et de maïs, mais à l'opposé, ses achats de viande iront en diminuant. Les Espagnols n'ont visiblement pas besoin de faire transformer le soja américain en viande par les Français ou par les Hollandais.

En revanche, les possibilités d'exportations agricoles des « Trois » vers la France et la C.e.e. sont grandes. Il s'agit de productions de l'« Agriculture méditerranéenne » qui sont déjà en crise au sein de la Communauté.

En dépit de progrès remarquables dus à des gains de productivité importants, l'agriculture méditerranéenne française est dans une situation difficile.

En 1976, la Commission des Communautés a évalué le revenu moyen par travailleur agricole de la Communauté à 17 500 F pour les secteurs méditerranéens contre 27 500 F pour le reste de la C.e.e.

Les fruits et légumes représentent 14 % du produit agricole français, légèrement plus que les céréales, et ils concernent 350 000 exploitants, situés essentiellement en Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur, Corse, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes et Bretagne. A cela il faut ajouter 950 entreprises de transformation, coopératives ou privées, qui emploient 45 000 salariés, dans des zones rurales, où le plus souvent il n'y a pas d'activité de remplacement.

Pour ce qui est des fleurs coupées, des plantes à parfum, de l'huile d'olive ou du tabac, la valeur globale de ces productions est de 4 % du produit agricole français et concerne plus de 100 000 exploitations.

Les productions méditerranéennes dans leur totalité concernent en tout ou en partie près de la moitié des exploitations françaises.

Les productions méditerranéennes sont fortement consommatrices de main-d'œuvre, ce qui conduit à un accroissement des distorsions vis-à-vis des autres pays méditerranéens où la main-d'œuvre est beaucoup moins payée qu'en France.

Ces productions se sont heurtées, depuis l'ouverture du Marché commun, à une concurrence très vive de l'Italie, à laquelle il a rapidement fallu ajouter celle de pays tiers, avec lesquels des accords commerciaux ont été signés (accords méditerranéens, convention de Lomé).

Les fruits et légumes, frais ou transformés, représentent 57 % des exportations agricoles pour l'Espagne et 58 % pour la Grèce.

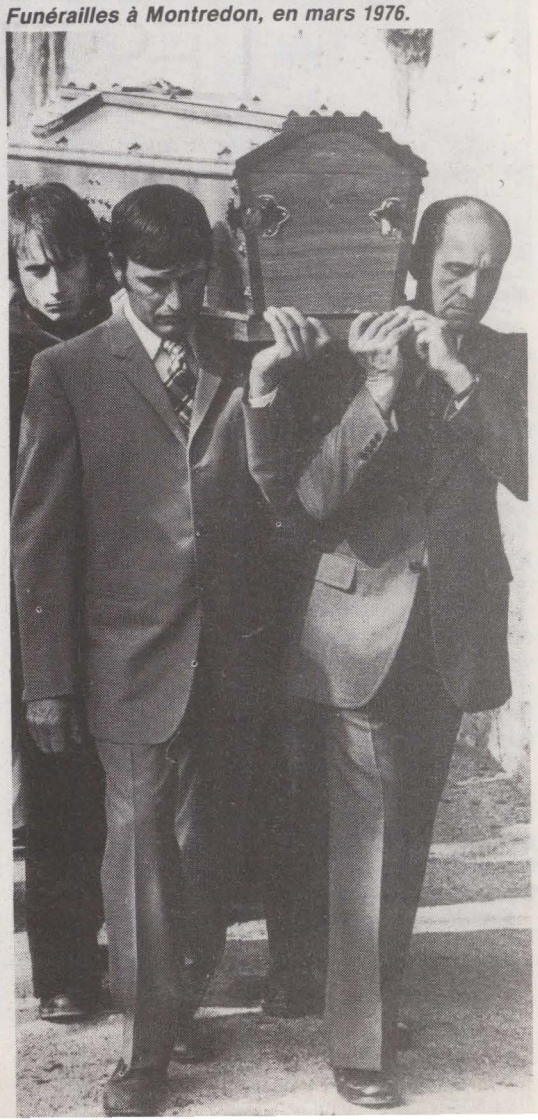
→



Vendanges au Portugal.



Funérailles à Montredon, en mars 1976.



Le bilan de leur production, moins inquiétant pourtant que les tendances actuelles ou prévisibles, est éloquent. L'Espagne, par exemple, produit, par rapport à la C.e.e. : 12 % des pommes, 16 % des poires, 18 % des pêches, 55 % des abricots, 10 % des cerises, 33 % des artichauts et 13 % des choux-fleurs (ce qui concurrence deux productions essentiellement bretonnes), 32 % des asperges, 21 % des haricots verts, 44 % des laitues, 78 % des oignons et 51 % des tomates.

L'Espagne et le Portugal fabriquent chacun trois fois la production française de tomates en boîtes à des coûts (essentiellement dus au taux de la main-d'œuvre) inférieurs de 30 %.

Examinons les pratiques commerciales. L'Italie est le premier producteur de concentré de tomates. Elle produit moins cher que nous, et ses prix de vente en France sont généralement moins chers que ses prix de revient annoncés !

La Grèce est le premier producteur mondial de pêches au sirop. Or, un rapport de la Fédération nationale des conserveries coopératives (F.n.c.c.), daté du 10 août 1978, révèle : « A l'heure actuelle, la Grèce a d'ores et déjà libre accès à la C.e.e. pour ses produits transformés, à droits de douane nuls (...). A 1,90 F la boîte 4/4 de pêches franco frontière, on constate que ce prix grec ne couvre même pas boîte, étiquette et emballage. Il est d'ailleurs notoirement plus bas que celui pratiqué en Grèce ».

Voici donc des pratiques de dumping évidentes venant soit d'un Etat membre, soit d'un Etat ayant des accords équivalents avec la Communauté.

Entre 1965 et 1975, les exportations de fruits et légumes d'Espagne en direction de la C.e.e. ont doublé, et celles de Grèce ont triplé. Il y avait, à cette époque, trois importantes conserveries coopératives dans le département des Pyréennées-Orientales. En 1978, deux ont déjà fermé leurs portes. La dernière travaille en partie avec des productions qui ne viennent pas de sa région. La réponse giscardienne est connue : c'est la prime à l'arrachage pour les 3 « p » : pommier, pêcher, poirier !

Le vin

Les trois pays candidats ont une production excédentaire (8 millions d'hectolitres). Ils ne peuvent assurer l'écoulement de leurs récoltes que par l'exportation, qui se fait en grande partie vers la Communauté. Il est évident que leur entrée dans la C.e.e. accroîtra ce courant d'échange.

L'ouverture du Marché commun viticole

MONNAIES VERTES : QUAND LES PAUVRES AIDENT LES RICHES



en France,



en Grèce.

LES TROIS CANDIDATS

L'Espagne, la Grèce et le Portugal présentent quelques similitudes et de grandes différences.

L'Espagne et la Grèce ont un P.i.b. (produit intérieur brut) par habitant, inférieur d'un tiers à celui moyen de la C.e.e. des Neuf. Celui du Portugal est de la moitié.

Les « Trois » ont une inflation plus élevée que celle de la France.

Les régions les plus pauvres des trois candidats n'ont pas d'équivalent dans la C.e.e., ni dans l'Ouest irlandais, ni dans le Mezzogiorno italien. Athènes monopolise toute l'expansion grecque, Lisbonne fait presque de même. En Espagne, deux villes sur la côte nord et deux villes sur la Méditerranée — en plus de la capitale — assument la quasi-totalité de l'industrialisation : Bilbao, Oviedo, Valence, Barcelone et Madrid.

Les distorsions interrégionales déjà importantes seraient aggravées dans la C.e.e. élargie : de un à six actuellement, elles seraient de un à onze. Dans la mesure où la C.e.e. a un budget prévu, le F.e.d.e.r. (Fonds européen de développement économique régional), elle devrait consacrer un effort colossal au développement des régions en retard.

Les secteurs en essor — nécessitant une importante main-d'œuvre — sont ceux qui, au sein de la C.e.e., sont en crise dans le domaine tant agricole qu'industriel (chaussure, textiles légers). Pour l'Espagne, il faut ajouter des activités « lourdes » dans des secteurs difficiles : l'acier et les chantiers navals.

Dans l'agriculture, on trouve des productions à fort coefficient de travail manuel : le vin, les fruits et les légumes frais ou transformés.

L'ESPAGNE

De 1968 à 1974, la croissance du P.i.b. a été en moyenne de 7 % par an. L'Espagne n'est dépassée, pour cette période, que par le Japon et la Grèce. Elle est devenue la neuvième puissance industrielle du monde.

Dans les vingt dernières années, la population agricole est passée de 50 à 25 % des actifs. L'agriculture espagnole commence à peine sa modernisation. Elle a des possibilités immenses. Possédant déjà deux millions et demi d'hectares irrigués, elle peut en irriguer un million de plus (France : 600 000 ha irrigués).

L'Espagne a un déficit annuel de sa balance commerciale de 30 milliards de francs, dont dix pour le seul secteur agricole, dû essentiellement à ses achats de maïs et de soja aux Etats-Unis.

Les capitaux étrangers qui s'investissent en Espagne sont d'une importance telle qu'ils ont longtemps masqué totalement son déficit commercial.

LA GRECE

Bien qu'ayant connu un taux d'expansion économique presque comparable à celui du Japon, la Grèce ne présente pas un poids économique déterminant.

L'originalité du problème posé est que le développement de la Grèce est comme « calqué » sur celui de l'Espagne.

La balance commerciale grecque est en déficit chronique. En revanche, la balance est positive pour les échanges agricoles, grâce surtout au tabac.

Les accords économiques de la Grèce avec la C.e.e. datent de 1962. Seul le passage au pouvoir des colonels, qui avait contraint le pays à quitter le Conseil de l'Europe, a retardé la candidature de la Grèce.

LE PORTUGAL

Le Portugal est d'un faible poids économique. Le fascisme avait endormi le pays dans la misère, les finances saines étant assurées par l'exploitation des colonies — et par la misère elle-même : sous-investissement, sous-consommation et travailleurs émigrés.

Il y avait, pour neuf millions d'habitants, 186 entreprises de plus de 500 salariés au 25 avril 1974. L'armée absorbait la moitié du budget des dépenses publiques, contre 20 % en moyenne dans la C.e.e. Au niveau agricole, le Portugal n'arrive pas à se nourrir, et il importe massivement son alimentation.

Le Portugal a reçu 700 000 rapatriés. Cela a porté, malgré l'émigration, le chômage a un taux très élevé, au moment où la fuite des capitaux était estimée à 570 millions de francs.

Le problème économique et politique majeur est sans doute celui de la main-d'œuvre émigrée. Aider le Portugal à sortir de son sous-développement devrait permettre à nombre de ces travailleurs de « vivre et travailler au pays »...

→

en 1970, ayant eu pour effet d'entraîner un fort courant de plantations en Italie, intéressée par les prix sur le marché français, le prolongement de cette politique est facile à dessiner : la vigne va continuer de quitter les coteaux et les collines qui sont faits pour elle. Dans les plaines languedociennes, la Compagnie du Bas Rhône vend l'eau aux viticulteurs, elle qui avait juré ses grands dieux qu'elle ne le ferait jamais. La chaptalisation sauvage, lancée il y a quatre ans par des gens de droite avec l'appui du préfet de Carcassonne s'étend. Elle couvrira presque l'Aude cette année ; l'Hérault et le Gard dans combien de temps ?

Nous allons à grands pas vers un produits industriel baptisé vin, tout en écoutant les discours des ministres sur la qualité. Le vin, les vignes et les vignerons iront au musée du folklore régionaliste.



Pêcheurs à Nazaré (Portugal).

Les pêcheries en Méditerranée.

Le Marché commun, en ce qui concerne les pêcheries, a été ouvert en 1957. La période « transitoire » a duré jusqu'en 1970. Nous sommes en 1978 : le dossier des harmonisations de concurrence n'a pas encore été ouvert.

La Méditerranée est la seule mer qui ait des licences de pêche limitées en nombre et délivrées par l'Inscription maritime. Les règles ne sont ni françaises, ni italiennes, ni communautaires ; ce sont des règles de prud'hommes et d'autodiscipline internationale, respectées par les marins d'Italie, de France ou d'Espagne.



Industrie à Bilbao (Espagne).



Pêcheurs à Corfou (Grèce).

Tout pêcheur communautaire est chez lui dans les eaux territoriales communautaires. Mais, en 1981, on prétend appliquer une nouvelle loi : tout pêcheur de la C.e.e. aura le droit de toucher n'importe quel port de la Communauté et d'y vendre son poisson.

Or, en France le gas-oil marin vaut soixante centimes et en Italie il en vaut seulement dix-sept. Les charges de rôle pour un thonier avec un patron et un marin sont de 150 000 francs en France et de... 15 000 en Italie. Les prêts en Italie pour acheter un bateau (2 millions) sont à 1 % d'intérêt et du montant de la valeur, ce qui est beaucoup plus avantageux qu'en France.

L'ouverture des ports français au poisson des pêcheurs italiens sans les harmonisations de toutes ces charges, auxquelles il faut ajouter les salaires et les régimes sociaux — les marins espagnols sont encore plus mal payés que les marins italiens — impliquerait la liquidation immédiate de toute la flotte de pêche française de la Méditerranée qui, avec 2 740 navires et 5 500 marins, représente le quart de la flotte de pêche de notre pays, tant en hommes qu'en nombre de navires.

MONNAIES VERTES : QUAND LES PAUVRES... AIDENT LES RICHES



Dans le système actuel, les pays qui connaissent une inflation forte doivent taxer les produits qui sortent de chez eux, car sans cela ils seraient trop bon marché, rendus supercompétitifs par la chute de leurs monnaies. De même pour que le marché italien, par exemple, reste ouvert aux produits de la R.f.a., qui sans cela seraient trop chers, il faut que l'Italie subventionne les importations en provenance de ce pays.

La commission des Communautés a donc inventé l'aide aux riches par les pauvres, l'aide à ceux qui n'en ont nul besoin par ceux qui sont en difficulté.

Il y a l'incapacité avouée à mettre de l'ordre dans les monnaies européennes : les « monnaies vertes ». Actuellement, l'utilisation d'une unité monétaire fictive (le franc vert) permet de maintenir les prix agricoles à 20 % au-dessous du niveau auquel ils se situeraient si était utilisée l'unité monétaire réelle, celle qui résulte des transactions sur le marché des changes et qui sert aux échanges extérieurs.

En 1978, les prix agricoles français sont parmi les plus bas d'Europe, grâce en grande partie à cette manipulation monétaire.

C'est pour cela qu'à des règlements monétaires, que nous jugeons inacceptables, nous opposons des propositions en matière d'organisation des marchés agricoles.

C'est pour cela que nous demandons que les échanges soient régis et organisés par des règles sur les produits.

Voici donc notre premier préalable : un prix communautaire, garanti au producteur, pour toutes les productions de la Communauté, qui soit respecté, exprimé dans la monnaie officielle du pays sur lequel il se trouve, sur l'ensemble du territoire communautaire.

Les prix minimaux à la frontière permettront les périodes d'adaptation aux pays les moins développés sans que cela perturbe l'économie des plus développés. Le pays le plus pauvre pourra alors prélever pour ses investissements une part sous la forme d'un droit de douane à l'envers, ou sous toute autre forme, dès lors qu'à la frontière de l'importateur le prix européen sera effectif. Voilà une véritable solidarité où ce ne sera plus le riche qui prélèvera le droit de douane sur le travail du pauvre.

Pour que ce préalable soit réel, il faut qu'il soit applicable à tous les secteurs de l'activité agricole.

Il faut préciser que, pour l'ensemble des quelque trois cents fruits et légumes principaux, cinq légumes et deux fruits ont une organisation de marché prévue, mais avec des prix seulement indicatifs, ne bénéficiant d'aucune garantie. Tout le reste des productions méditerranéennes, tous les légumes sauf cinq, tous les fruits sauf deux, n'ont absolument aucune organisation prévue.

On ne voit donc pas — dans les conditions actuelles — quel prix on ferait respecter à des importations, puisqu'il n'y a ni prix d'orientation, ni prix d'intervention, ni quelque embryon d'organisation que ce soit.

Il faut donc que les organisations de marché dont bénéficient les productions végétales et animales de la moitié nord de l'Europe soient étendues à sa moitié sud.

D'où notre second préalable : création d'offices européens, régionalisés, qui assurent pour chaque produit les contrôles et les droits de préemption.

Il n'est, bien entendu, pas question de présenter ici, en détail, produit par produit, le mécanisme des offices qui devront être mis en place, démocratiquement, après discussion avec les professionnels.

L'organisation des marchés, dans une recherche constante d'équilibre entre la production et les besoins, est capitale. C'est l'un des points de rupture évidents d'avec le capitalisme, qui se nourrit du désordre. Au niveau mondial, c'est la grande revendication des pays du tiers monde, qui demandent la stabilisation du marché des matières premières.

De même qu'il existe dans le droit commercial international la clause de « la nation la plus favorisée », nous devons demander qu'on y ajoute désormais la notion du « travailleur le plus favorisé », qu'il y ait une relation de proportionnalité exigée entre le développement d'une nation, ses capacités techniques, sa puissance industrielle, et les salaires et la couverture sociale de ses travailleurs.

Que l'Espagne et la Grèce soient les nations les plus inégalitaires d'Europe nous permet de poser en préalable notre solidarité avec les travailleurs grecs et espagnols. C'est la seule véritable manière de défendre les travailleurs français.

Le troisième préalable est qu'il n'y ait pas de calendrier arbitraire pour déclarer terminées des périodes transitoires qui ne le seraient pas effectivement.

Prenons l'exemple du Marché commun viticole ouvert en juillet 1970. Les « harmonisations » prévues et promises entre les deux viticultures française et italienne concernaient cinq points précis : la fiscalité, l'œnologie, le cadastre viticole, les lois sur les plantations, et enfin progressivement les salaires et les charges sociales.

Nous sommes en 1978 : rien de tout cela n'a été fait, mais on a déclaré la période transitoire terminée en 1972. On a donc déclaré il y a six ans qu'il y avait un marché viticole commun avec des règles communes, et c'était un mensonge. La période transitoire doit couvrir la totalité de la durée pendant laquelle, seront mises en place les lois et règles communes, non seulement par des règlements communautaires, mais encore par le rapprochement, l'unification des règles propres aux Etats concernés. Nous citerons les salaires, les charges sociales, la fiscalité, parmi les harmonisations d'Etat à Etat, et les règles sur les qualités, la nature des produits, leur culture, etc., domaines dans lesquels la C.e.e. a vocation à intervenir auprès des Etats.

Si l'on regrette que nous proposions cette « Europe longue », que l'on fasse donc l'Europe monétaire, l'Europe sociale, l'Europe démocratique ; alors l'Europe agricole se fera mieux et plus vite. Mais qu'il soit bien clair que nous ne croirons à aucune promesse du pouvoir giscardien. Tous les préalables devront être réalisés d'abord dans les échanges entre la France et l'Italie avant qu'un élargissement quelconque puisse être envisagé.

L'industrie

Depuis les accords du 1er octobre 1970, signés par Jacques Chirac, les produits espagnols qui entrent en France paient en moyenne 3 % de droits de douane, et les produits français qui entrent en Espagne paient en moyenne 17 %.

Pratiquement, le marché espagnol est interdit aux industriels français et le marché français, d'ores et déjà, largement ouvert à ses concurrents espagnols.

Nous vendons chaque année pour 15 millions d'U.c. (unités de compte) de peaux, et nous recevons pour 30 millions d'U.c. de chaussures. Nous vendons des planches et recevons des meubles, etc.

Le résultat des « accords Chirac » ne s'est pas fait attendre : entre 1970 et 1976, le taux de couverture des échanges français avec l'Espagne est passé de 165 % à 92 %. Au niveau des régions concernées, ce taux de couverture est passé de 84 % à 44 % au cours de la même période. Ce sont les régions les moins industrialisées et les moins équipées de France, au contact direct des régions les plus fortement développées d'Espagne, qui ont assumé la totalité des frais de l'opération.

L'Europe industrielle voit à sa porte un marché de 35 millions d'habitants. Car les secteurs de haute technologie y trouveront des débouchés. Et une main-d'œuvre. Cela ne doit pas nous faire oublier le choc que recevront les industries espagnoles qui viennent de se développer de façon spectaculaire... à l'abri des barrières, douanières ou non, tarifaires très importantes, en particulier les contingentements. Les industriels espagnols ont, d'ores et déjà, présenté un véritable catalogue de dérogations.

Le bilan de l'élargissement, conduit par le pouvoir giscardien dans le cadre du capitalisme, serait la destruction radicale de pans entiers de l'économie française — sans bénéfice pour les travailleurs des pays candidats.

Les multinationales, qui recherchent la plus-value que ne leur donnent plus les travailleurs de l'Europe développée, seraient les seules bénéficiaires de l'opération.

C'est le scénario de l'inacceptable.

---

(1) Le rapport Sutra, qui sera ultérieurement publié dans son intégralité, comporte cinq parties : les trois pays candidats, l'élargissement conduit par le libéralisme économique sous le pouvoir giscardien, les préalables indispensables pour les socialistes, la mise à niveau des régions méridionales, pour une stratégie politique offensive. Dans un ordre différent, nous publions une analyse de ce rapport, à l'exception de la quatrième partie, consacrée aux régions.

SI LE DEBAT EST CLAIR

"UN seul gagnant, le Parti socialiste », « Printemps en septembre pour le P.s. » : tels sont quelques-uns des titres qui ont salué, au début de cette semaine, l'écrasante victoire d'Yvon Tondon sur Jean-Jacques Servan-Schreiber à Nancy et la spectaculaire progression à Paris 14e d'Edwige Avice, fort bien placée pour l'emporter dimanche sur le chiraquien Christian de La Malène.

Ainsi, les deux dernières élections partielles auront confirmé exactement les enseignements des précédentes. Et le fait que l'on ait enregistré à Paris les mêmes mouvements que dans le Pas-de-Calais et en Meurthe-et-Moselle ôte toute valeur à l'argument selon lequel la poussée socialiste et le recul de la majorité étaient le produit de situations locales.

Qu'on le veuille ou non, les cinq consultations qui ont eu lieu depuis la fin de juillet et qui auront toutes été marquées par des succès de la gauche traduisent bien un certain état de l'opinion. Celle-ci est de plus en plus inquiète des conséquences de la politique économique et sociale du gouvernement Giscard-Barre. Elle n'aperçoit pas d'alternative immédiate à cette politique, mais elle semble réaliser désormais que cette alternative ne pourra naître — ou plutôt renaître — qu'à partir du renforcement du Parti socialiste. D'un Parti socialiste capable de développer une action de grande envergure à partir de ses conceptions et de ses objectifs propres, mais d'un Parti socialiste restant dans le même temps fermement attaché à la ligne unitaire dont il ne s'est jamais départi et dont il apparaît aujourd'hui, aux yeux mêmes d'une partie de l'électorat communiste, comme le défenseur le plus conséquent.

Les indications concordantes fournies par les élections partielles ne doivent nous conduire à aucun triomphalisme. Mais elles montrent la voie à suivre pour créer cette situation nouvelle que nous n'avons pas réussi à atteindre en mars dernier et qui apparaît désormais possible, à savoir un Parti socialiste dépassant le seuil de 30% de suffrages et exprimant ainsi une capacité de rassemblement elle-même génératrice d'une dynamique victorieuse.

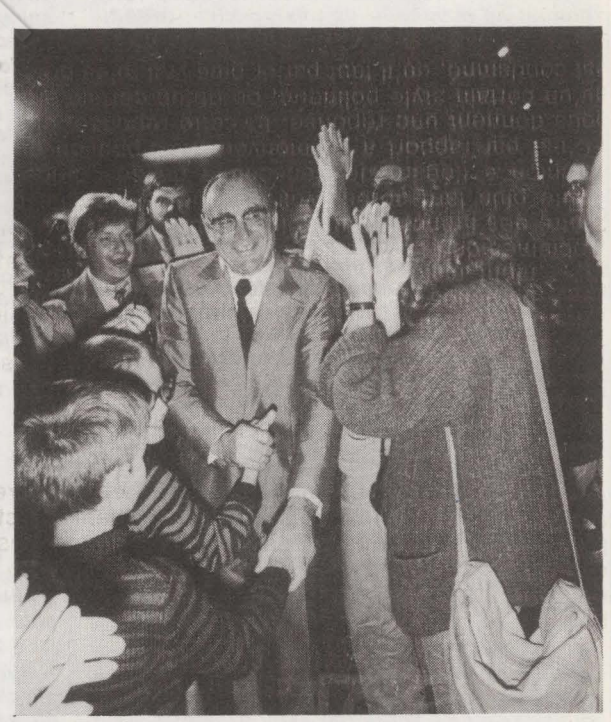
Quel que soit le mépris affiché par Raymond Barre pour ces résultats électoraux — qui, certes, ne le menacent pas dans son pouvoir —, il n'est pas possible que les hommes qui réfléchissent dans la majorité — il y en a quand même quelques-uns — n'en tirent pas des enseignements plus sérieux, comme a commencé à le faire Servan-Schreiber dès l'annonce de sa défaite.

Quel que soit le refus du Parti communiste de toute autocritique de son comportement à l'égard du P.s. depuis plus d'un an, il n'est pas possible que les dirigeants du P.c.f. ne se posent pas de questions sur les raisons de l'érosion continue qu'il subit, y compris, dans les régions où les travailleurs sont les plus touchés par la crise, et ne cherchent pas à y apporter des réponses un peu moins dérisoires que le lancement d'une enquête sur la composition sociologique du P.c.f. et de son électorat.



Edwige Avice.





Yvon Tondon.

Reste une autre question qui ne doit pas être éludée : cette capacité de rassemblement du P.s. est-elle affectée par le débat qui se déroule en son sein ? Oui, si ce débat devient une querelle de personnes ou une guerre de succession, ce à quoi, trop souvent, les médias cherchent à le ramener (1). Non, s'il porte sur des choix politiques dont il est normal et sain dans un parti démocratique qu'ils ne soient pas, au départ, semblables chez tous ses militants et chez tous ses responsables.

Dans le second cas, la discussion devient au contraire enrichissante et ne peut que renforcer l'unité du Parti — dont, en dépit des apparences, François Mitterrand a raison d'affirmer qu'elle est une réalité profonde. Le dernier exemple en date est celui que nous fournit le délicat problème de l'élargissement de la Communauté européenne. Après une discussion sérieuse, approfondie, alimentée par le remarquable travail effectué par Georges Sutra, le bureau exécutif est arrivé à une position unanime qui, fondée sur la logique et le bon sens, répond aux légitimes inquiétudes exprimées dans certaines régions et qui doit pouvoir rallier une grande partie de l'opinion.

Les militants socialistes sont las — et ils ont raison — des querelles subalternes. Aucun d'entre eux ne craint le débat politique s'il est clair et sans arrière-pensée.

CLAUDE ESTIER

(1) Certains hebdomadaires se sont fait une spécialité de reconstituer à leur manière les débats du P.s. La palme revient cette semaine au « Canard enchaîné », dont l'imagination fertile lui fait inventer dîners secrets ou petits déjeuners clandestins, et à « l'Express » qui, à propos du dernier comité directeur, confond tout simplement compte rendu et roman-feuilleton.

OUI, J'AI DIT ARCHAÏSME

Oui, j'ai dit « archaïsme ». Et j'ai dit aussi : « Les élections partielles nous confirment que la gauche est potentiellement majoritaire. Mais, les 12 et 19 mars, confrontée aux problèmes de l'Etat et de la gestion économique, la gauche a rencontré des Français qui ne lui ont pas donné leur confiance ». J'ai ajouté plus tard après avoir évoqué le manque de confiance de l'opinion à l'égard de l'ensemble de ses dirigeants politiques : « C'est par rapport à ce mouvement d'opinion que les sondages nous donnent une réponse. Et cette réponse, c'est probablement qu'un certain style politique, ou qu'un certain archaïsme politique est condamné, qu'il faut parler plus vrai, plus près des faits. »

Je maintiens ces deux phrases. J'espère, on va le voir, convaincre tous les militants que notre projet socialiste aura d'autant plus de chances de s'imposer qu'il sera mieux adapté à la réalité d'aujourd'hui. Je ne peux dès lors que laisser à Claude Estier la lourde responsabilité d'avoir mêlé le nom de notre premier secrétaire à un débat qui ne saurait concerner isolément des individus, mais bien des forces sociales et des règles du jeu, en bref la vie politique française tout entière.

De quoi s'agit-il, en effet ? D'une crise de confiance à l'égard de l'ensemble des dirigeants politiques. Cette crise n'est d'ailleurs pas propre à la France : au travers de manifestations diverses (indifférence politique croissante, marginalisation de la jeunesse, montée du terrorisme en Europe occidentale), c'est l'ensemble des systèmes politiques démocratiques qui est aujourd'hui affecté. D'où vient cette crise ? Précisément, à mon sens, d'une certaine incapacité de l'action et du discours politique traditionnel à prendre en charge les problèmes réels de notre temps.

Tous les gens qui se donnent la peine de regarder autour d'eux savent que l'un des grands problèmes actuels de notre pays, et plus largement des sociétés industrielles développées, est celui de la démocratie, de l'autogestion pour tout dire. S'ils refusent cette évidence, les responsables politiques seront balayés ou devront recourir à la répression.

Souhaiter l'approfondissement de la démocratie sans regarder en face les obstacles qui se dressent aujourd'hui devant elle, contre elle, sans se pénétrer des problèmes à résoudre, serait plus qu'une erreur, une lâcheté. Ces problèmes, ils s'appellent énergie, crise économique et montée du chômage, maintien du sous-développement, extension du phénomène totalitaire, prolifération nucléaire, télématique... entre autres.

A l'inverse, ne pas saisir toutes les opportunités qui s'offrent à nous pour résoudre les problèmes serait le signe que le cœur n'y est pas et qu'au fond les objectifs qu'on s'est fixés ne sont que « paroles verbales ». Les moyens existent pour dépasser contradictions et obstacles, les hommes et les femmes qui composent la gauche ne sont pas démunis : les régions veulent vivre et n'attendent plus le salut des seuls fonctionnaires parisiens ; les travailleurs prennent leurs affaires en main ; l'explosion culturelle et l'enrichissement de la vie associative forment les bases pour une vie collective plus intense, plus riche, mieux informée ; la liberté d'esprit et l'imagination des jeunes ne demandent qu'à s'investir dans des réalisations nouvelles d'où sortiront emplois, services, nouvelles formes d'entreprises.

La gauche est au cœur de cette société vivante. Les hommes et les femmes qui la composent sont frappés les premiers par des difficultés souvent intolérables, ils sont aussi ceux qui portent toutes les raisons d'espérer et donc de se battre. Mais quelle place tous ces problèmes, sur lesquels se jouent peut-être la mort ou, si nous le voulons vraiment, la vie des générations actuelles et à venir, ont-ils dans les congrès, les tracts, les affiches, les face-à-face télévisés de toutes les forces politiques françaises ? La gauche est, certes, heureusement proche de ces problèmes. Mais comment ne pas voir que nous sommes encore loin du compte ? Comment ne pas constater notamment les conséquences dramatiques que provoque depuis deux ans la volonté délibérée du Parti communiste de ne pas dire la vérité aux Français sur la rigueur économique qu'exigerait toute politique de transformation en profondeur de notre société ? Comment ne pas nous inquiéter de l'écho que rencontre cette attitude dans notre parti ? Comment ne pas nous alarmer nous-mêmes, s'agissant de la gauche socialiste, de la distance qui s'est peu à peu réinstallée entre la jeunesse et nous, entre une bonne partie des organisations sociales qui ont lutté ces dernières années et notre parti ? Pourquoi ne pas dire que nous serions infiniment plus crédibles, pour donner au mouvement ouvrier et populaire sa traduction politique, si nous avions des dizaines d'Yvon Tondon, non seulement dans notre groupe parlementaire, mais aussi à la direction de notre parti ?

Ces questions, je ne suis ni le premier ni le seul à les poser : elles reviennent dans chaque réunion, dans chaque meeting, dans chaque fête du Parti socialiste. Ceux qui les posent n'arrêtent pas pour autant de se battre pour le socialisme. Ce sont les mêmes militants qui assurent notre victoire avec les élections partielles et qui s'interrogent sur notre échec aux élections législatives, lorsque se trouve posé dans toute sa force le problème du gouvernement et du pouvoir. Ce sont les mêmes qui militent et qui se demandent si notre type d'organisation politique et de militantisme n'est pas à bien des égards « archaïque », c'est-à-dire davantage fondé sur les modes de représentation et d'organisation du début du XXe siècle que sur les exigences de l'action politique contemporaine.

Tels sont les vrais problèmes, et voilà pourquoi il nous faut, non seulement un langage neuf, mais une pratique politique renouvelée. Est-ce là une nouvelle stratégie, un refus de l'union de la gauche, un désir de se rapprocher du pouvoir ? Certains osent, à mi-voix, le prétendre. J'attends qu'on me cite, en trente ans de militantisme politique, un seul de mes actes qui n'ait été clairement engagé dans le combat de la gauche. Je récuse ces procès d'intention qui affaiblissent le Parti. Je n'accepte pas l'amalgame qui veut que la fermeté à l'égard du Parti communiste et l'approfondissement de l'identité socialiste soient considérés comme une attitude de droite. Quant aux camarades qui croient qu'un langage neuf peut être dangereux et masquer une autre stratégie, je leur dirai ceci : Avez-vous déjà perdu le souvenir de cet hiver noir du socialisme où la plus stricte orthodoxie marxiste servait de paravent à une politique réactionnaire ? Avez-vous oublié l'époque où les slogans de congrès : rupture, classe ouvrière, révolution, avaient pour écho dans la société civile et le gouvernement : Algérie, torture, troisième force, 13 mai ?

J'ai trop en mémoire l'époque des dissimulations et des capitulations pour n'avoir pas mis au cœur de mon action politique l'exigence de rigueur et l'attachement aux faits. Cette recherche permanente implique une mise en cause de toutes les facilités, des idées et des expressions toutes faites. C'est à quoi je convie l'ensemble du Parti.

MICHEL ROCARD

SIDERURGIE : LA DERNIERE ESCROQUERIE

« Trente milliards pour 30 000 licenciements : le gouvernement a les moyens. Et, en prime, il voudrait nous faire croire qu'il licencie pour préserver l'emploi.»

La Lorraine, lundi dernier, a vécu à l'heure du refus. Et sous un ciel clair : ce jour-là, un peu partout, les cheminées ont cessé de cracher leurs volutes rougeoyantes pour les aciéries, blanches pour les cokeries, noires pour les hauts fourneaux. Soixante-huit mille sidérurgistes lorrains étaient appelés par tous les syndicats à faire savoir au gouvernement ce qu'ils pensaient de son dernier plan acier. La réponse ne s'est pas fait attendre. On comptait de 70 à 90 % de grévistes chez Sacilor-Sollac (40 000 salariés). Une participation que les syndicats n'étaient pas sûrs de voir aussi large. Se sont manifestées au cours de cette journée plusieurs catégories de salariés — tels les techniciens supérieurs ou les agents de maîtrise — que l'on n'a guère l'habitude de voir dans la rue.

Sans doute la participation n'a-t-elle pas été aussi forte partout, notamment chez Usinor. Les grands moyens d'information se sont d'ailleurs plu à souligner cet aspect. Il n'empêche : la colère est grande en Lorraine, et les syndicats eux-mêmes ne sont plus certains que la peur du chômage suffira à canaliser l'exaspération d'une profession trop malmenée depuis dix ans.

Les décisions du dernier Conseil des ministres ont été ressenties par les Lorrains comme une escroquerie. Une fois de plus, on leur fait le coup des subventions et des licenciements. « Trente milliards pour 30 000 licenciements : le gouvernement a les moyens ! », indique un ouvrier d'Hagondange. « Ils voudraient nous faire croire, en prime, qu'ils licencient pour préserver l'emploi ! »

Une logique que plus d'un porte-parole gouvernemental ne désavouerait pas. Mais voilà, la patience des sidérurgistes a des limites. Que le dernier plan acier vient de pulvériser.

Depuis 1966, pratiquement le même scénario se reproduit. Après toutes sortes de lamentations, accompagnées bien entendu d'un chantage au licenciement, le patronat de la sidérurgie réclame de l'argent à l'Etat. Et immanquablement, après avoir fait mine de refuser, le gouvernement cède, permettant ainsi que l'argent des contribuables soit transféré directement des caisses de l'Etat à celles des grands groupes privés. En juillet 1966, déjà, c'était 2,8 milliards de francs qu'avaient ainsi empochés les principales entreprises sidérurgiques. Le ministre des Finances du moment, Michel Debré, l'avait annoncé : ce n'était qu'une première tranche. A l'époque, il s'agissait de construire le complexe de Fos pour faire de la sidérurgie française une industrie « moderne » et « compétitive ».

La deuxième tranche ne s'est pas fait attendre.

1971 : 1,85 milliard, porté en 1973 à 2,65 milliards. Et la troisième tranche en avril 1976 : encore 1,4 milliard venant s'ajouter aux pactoles précédents.





Les députés socialistes Yvon Tondon et Christian Pierret avec les ouvriers de Sacilor, à Hagondange.



On pouvait supposer, cette fois, que la France allait enfin s'enorgueillir de la sidérurgie de rêve qu'on lui fait miroiter depuis des années. Vains espoirs. En juin 1977, les maîtres de forges se déclaraient au bord de la catastrophe. Rechantage. Cette fois, ce sont 16 000 suppressions d'emplois qui leur sont accordées par le biais d'une convention sociale qui doit s'étaler jusqu'en mars 1979.

« En fait, affirme Georges Granger, secrétaire général adjoint de la Fédération C.f.d.t. de la métallurgie, le patronat n'a pas traîné. Entre janvier 1977 et aujourd'hui, il y a déjà eu 18 000 licenciements. »

Dernier épisode : après avoir exigé des prêts, les patrons sidérurgistes pleurent sur leurs dettes. Il faut dire que le montant de l'endettement (38 milliards) dépasse aujourd'hui, et de loin, le chiffre d'affaires annuel (25 milliards). Ce qui signifie que, dans le prix de revient d'une tonne d'acier, 15 à 20 % sont représentés uniquement par les charges financières. En fait, si l'on ajoute la dette énorme de la sidérurgie, ses pertes (5 milliards en 1977) et toutes les sommes engagées par des milliers de petits porteurs, le trou dans la caisse se monte aujourd'hui à cinquante milliards.

Quand une société croule sous ses dettes, les tribunaux de commerce ne lui font pas de cadeau. Et, s'il le faut, ils exigent du patron qu'il comble les trous avec sa fortune personnelle. Le « roi du coton », Boussac, n'avait pas échappé à la règle.

Une industrie de seigneurs

Mais le coton, ce n'est pas l'acier. La sidérurgie était l'industrie des seigneurs. Les maîtres de forges ne sont pas morts. Malgré la démonstration éclatante de leur incompétence, on les entoure toujours de respect et on se garde bien de toucher aux actifs des grandes familles, générateurs de substantiels profits.

Cela suffit-il à expliquer le nouveau plan gouvernemental en leur faveur ? En grande partie, oui. La dernière décision du Conseil des ministres équivaut à leur faire un cadeau plus que royal en supprimant leur dette. Le faire sans contrepartie aurait été un peu gros. Il a bien fallu que l'Etat se décide à prendre une participation — modeste, ô combien — de 15 %. Mais complétée par la participation des banques nationalisées et de la Caisse des dépôts.

Pour en arriver là, Raymond Barre a bien dû oublier ce qu'il déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale en juin 1977, lors du débat sur la sidérurgie : « Le gouvernement, avait-il affirmé à l'époque, a écarté une solution de nationalisation qui aurait transféré à l'Etat, sans les résoudre, les problèmes de la sidérurgie en faisant supporter tout leur poids par la collectivité, alors que la responsabilité industrielle et financière des groupes se serait trouvée dégagée. » Le professeur Barre est clair, quand il explique.

Ce jour-là, à la tribune, le Premier ministre, en pleine forme, avait poursuivi : « Le gouvernement n'a pas, non plus, retenu un recours à des prises de participation publiques dans le capital de

→

C.G.T.-C.F.D.T. : D'ACCORD SUR RIEN !

ces mêmes groupes, car il ne s'agirait, en fait, que d'une étatisation qui n'ose pas dire son nom. »

Voilà le champion du libéralisme obligé de donner aujourd'hui dans le dirigisme. Mais quel dirigisme ? C'est bien là la question. Dès le 20 septembre, le Conseil des ministres, après avoir annoncé la prise de participation de l'Etat, s'empressait d'ajouter : « Les sociétés sidérurgiques ainsi rénovées seront pleinement autonomes et responsables de leur gestion. » Pour faire bonne figure, on change les directions, et le tour est joué.

Les syndicats et les partis de gauche, eux, ne s'y sont pas trompés. « Le gouvernement, a déclaré le P.s. en condamnant ce plan, s'apprête à débarrasser les groupes capitalistes de leurs seules activités déficitaires. c'est-à-dire exclusivement sidérurgiques. Il choisit de mettre les pertes à la charge des contribuables et se prive des moyens techniques et financiers indispensables à une conversion progressive de la sidérurgie. »

Une équation infernale

Une fois de plus, le gouvernement a paré au plus pressé. Momentanément, les comptes des sidérurgistes sont remis à flot. Mais des orientations industrielles, pas un mot ! Pourtant, les maîtres de forges ont déjà démontré leur capacité à miser sur le mauvais cheval (Fos-sur-Mer, géant à la pointe du progrès s'enlise dans sa surcapacité de production) et leur don indéniable pour rater les bons trains : malgré la crise mondiale, la sidérurgie allemande, elle, se maintient parce qu'elle a su à temps diversifier, en aval, ses productions.

Enfin, dans le dernier plan acier, nulle trace de préoccupations sociales. Pardon, une ligne, une seule sur le sujet : les partenaires doivent s'entendre sur une « convention sociale ». A la C..g.t. comme à la C.f.d.t., on sait de quoi il retourne. Les mêmes termes avaient servi, en 1977, pour l'annonce des 16 000 licenciements. Aujourd'hui, les syndicats en redoutent entre 15 et 20 000. Déjà, les lettres commencent à arriver.

Devant l'urgence de la situation, les syndicats réclament au gouvernement une négociation nationale tripartite. L'obtiendront-ils ? Une inconnue : la capacité des sidérurgistes à résister à la peur du chômage. De leur degré de combativité il dépend, en effet, que l'avenir de la sidérurgie ne ressemble pas fidèlement à son passé. Et que soit enfin brisée l'équation infernale : milliards de subventions = milliers de chômeurs.

CHRISTINE COTTIN

La rencontre confédérale du 18 septembre a permis de clarifier les choses : C.g.t. et C.f.d.t. sont d'accord pour ne pas être d'accord.

L'heure n'est plus à l'anathème, le constat de divergences n'implique pas la rupture. Mais il n'y aura pas d'initiative commune sur la défense de l'emploi. Et le désaccord — réel — sur la façon de mener le combat syndical en ce début d'automne en cache bien d'autres.

En une heure et demie de rencontres, les dirigeants des deux principales centrales syndicales françaises l'ont constaté, les divergences portent sur le fond. La nature de la crise et les moyens d'en sortir, le degré de combativité des travailleurs et les possibilités de remporter des succès revendicatifs, les raisons profondes de l'échec de la gauche et la reconstruction de l'espoir, les rapports entre le syndicalisme et la politique : autant de problèmes cruciaux évoqués. Autant de réponses diamétralement opposées. Les analyses du passé, du présent et de l'avenir divergent. A ce stade, on ne peut même plus parler de fossé, on pense au ravin

A l'origine de ce constat, une question posée par la C.g.t. à son homologue, le 7 septembre : que pensez-vous d'une initiative commune d'action « qui pourrait être étalée sur une semaine et donner lieu, au niveau des entreprises, des localités, des départements et des régions à des actions diversifiées pouvant déboucher sur des rassemblements régionaux et se prolongeant, à l'échelle nationale, par des démarches... auprès du gouvernement et du C.n.p.f. » ? Dès le lendemain, la C.f.d.t. accepte un rendez-vous, tout en précisant déjà qu'elle « refusera toute coordination prématurée de l'action ».

Pas de « tactique presse-bouton »

Vieux débat entre les deux centrales. Faut-il, par une action nationale, donner un coup de pouce aux initiatives de la base ? La C.g.t. a toujours jugé utile ce « coude à coude ». La C.f.d.t. ne s'est jamais associée qu'avec réticence à cette « tactique presse-bouton », qu'elle juge aujourd'hui plus que jamais « aussi spectaculaire qu'inefficace, et d'autant plus inefficace qu'elle est spectaculaire ».

D'entrée de jeu, le problème est posé. La C.f.d.t. dit : la dénonciation militante et le volontarisme, pas question, nous refusons une action confédérale bloquée artificiellement.

Pour la C.g.t., une telle initiative n'a rien d'artificiel... Après consultation de ses fédérations et de ses régions, la centrale de la rue La Fayette estime qu'une initiative de ce genre est ressentie comme nécessaire : il ne faut pas attendre pour faire quelque chose de marquant sur l'emploi. Et le degré de combativité le permet. Car la C.g.t. a du niveau de mobilisation actuelle une vision moins noire que celle de la C.f.d.t. Le refus de l'austérité, estime-t-elle, pousse à l'action. Certes, les questions politiques, la situation unitaire, pèsent, et l'on enregistre un léger retard par rapport aux autres années. Mais, en même temps, on assiste à de nombreuses luttes. Et si les problèmes d'emploi restent au premier plan de l'actualité, le plus grand nombre des actions existantes sont menées pour la défense du pouvoir d'achat.

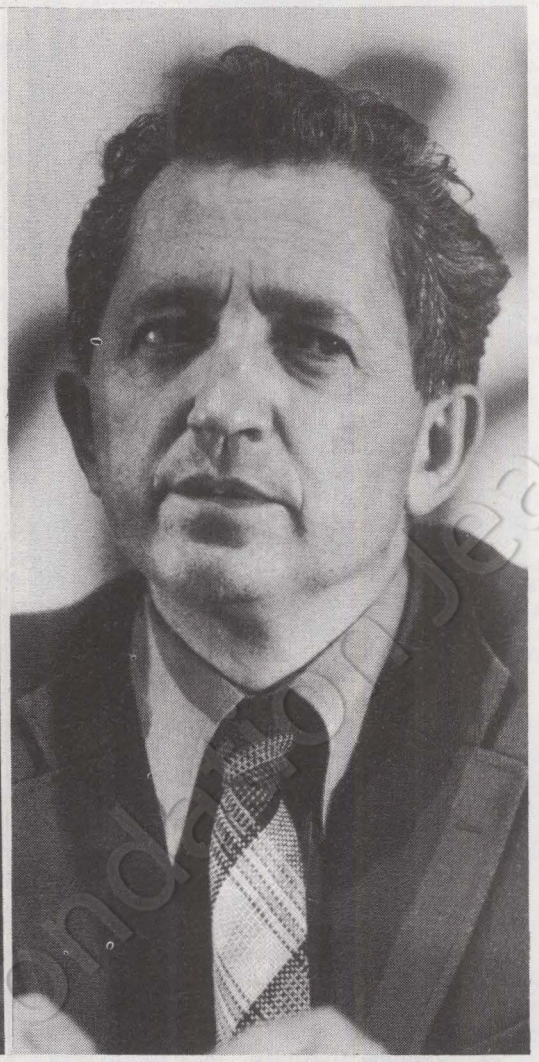
Une divergence en cache une autre

Avec cette analyse, la C.f.d.t. n'est absolument pas d'accord. Oui, il existe des actions offensives dans un certain nombre d'entreprises. Oui, des luttes se développent dans les secteurs où ont lieu en ce moment des négociations de salaires : c'est le cas dans la métallurgie en particulier. Mais on commence l'année avec beaucoup de retard, et toutes les fédérations de la C.f.d.t., consultées elles aussi, ont été formelles : pour développer une action dans une branche industrielle, il faut, dans l'état actuel des choses, compter au moins un an. Dans ces conditions, la C.f.d.t. estime qu'une coordination au niveau interprofessionnel est prématurée. Pour elle, le problème actuel, et crucial, est que les travailleurs redeviennent actifs. Il faut remobiliser en profondeur. Or, les militants sont découragés. Il faut leur redonner confiance.

Le seul moyen d'y parvenir est de mener des actions concrètes, utiles, débouchant sur des négociations. « Nous ne redeviendrons crédibles, explique un responsable de la C.f.d.t., que si les travailleurs voient qu'ils peuvent obtenir des résultats intéressants. Dénoncer la politique du gouvernement, sans alternative politique, ne nous mènera à rien. Que faisons-nous depuis plusieurs années ? On lance un appel à la fin d'août, on coordonne à la fin de septembre ou à la mi-octobre. On cloue au pilori le gouvernement et le patronat. Et après ? »

Bref, à la question : doit-on et peut-on exercer une pression directe, au niveau confédéral, sur le gouvernement et le C.n.p.f., la C.g.t. répond oui, la C.f.d.t. non.





Derrière cette divergence ponctuelle, les divergences de fond : mises de côté en raison des perspectives électorales, elles ont, depuis la défaite de la gauche, resurgit.

La C.g.t., accuse la C.f.d.t., est toujours « orpheline du Programme commun », elle est toujours dépendante du P.c. Or, pour la C.f.d.t., la gauche politique n'est pas le moteur du changement, ce sont les luttes de tous les jours qui ont valeur de transformation et il faut obtenir des résultats indépendamment des échéances électorales.

La C.g.t., au contraire — elle le reprécise dans le document d'orientation de son prochain congrès qui se tiendra fin novembre à Grenoble —, pense toujours que « la victoire lors des élections était possible à condition que se maintienne l'alliance sur une base claire et sans équivoque ». Elle continue d'affirmer que la conquête du pouvoir est condition du changement, et que les nationalisations apportent la solution de la crise. Une conception qui reste très proche de celle du P.c.

Du côté de la C.g.t., la confiance ne règne pas non plus. Georges Séguy avait évoqué dans son discours de rentrée ces syndicats qui, sous-estimant la profondeur de la crise, glissaient « vers une conception réformiste des rapports sociaux ». Les textes préparatoires du congrès jugent que la C.f.d.t. « reste marquée par les idées qui avaient dominé le syndicalisme chrétien dont elle est issue et qui nourrissent une tentation réformiste plus ou moins affirmée selon les circonstances ».

L'absence d'accord révèle donc bien autre chose qu'un désaccord sur une manifestation commune, jugée opportune ou non. Dans le dernier numéro de « Syndicalisme », Edmond Maire a voulu souligner l'ampleur de la crise :

« La divergence porte sur le fond. Elle est apparue en pleine lumière lorsqu'un responsable de la C.g.t., au cours de la réunion du 18, nous a affirmé tranquillement que la C.g.t., quant à elle, n'avait aucune autocritique à faire concernant son action dans la période précédant mars 1978. Et qu'en conséquence il était tout naturel qu'elle nous propose le même type d'action que celui des années passées. Eh bien, non ! Nous ne sommes pas prêts à repartir pour un tour, ou plus exactement pour le même tour, celui qui a vu les confédérations privilégier les manifestations militantes de protestation ou de dénonciation de la politique du pouvoir, sans être capables de surmonter l'attentisme électoral et de développer suffisamment les luttes sociales. Nous ne sommes pas prêts à laisser l'action syndicale être dominée à nouveau par la logique électorale ou la stratégie des partis. »

De la clarté naîtra la désunion

Le débat de fond qui va secouer le syndicalisme français est là : l'autonomie du syndicalisme par rapport aux partis politiques. La C.g.t. et la C.f.d.t. se reverront pour en discuter. Les liens ne sont pas rompus. Les deux organisations ont souhaité que l'unité n'aille pas sans la clarté. L'effort de clarification est commencé. Mais il semble bien que de la clarté naîtra la désunion ou, pour le moins, une unité vide de sens. Et que, dans l'état actuel des choses, vouloir simultanément la clarté et l'unité, soit, en fait, chercher à concilier l'inconciliable.

MICHELE KESPI

repères

les cahiers du Ceres

13, boulevard Saint-Martin
75003 Paris
N° 55/56 (20 F)

SOMMAIRE

— L'enlèvement de l'Europe
— Connaitre l'adversaire pour le combattre, par Jean-Pierre Chevènement

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner à « Repères », 13 boulevard Saint-Martin, 75003 Paris

Nom.....
Prénom.....
Adresse .....
.....

Abonnement annuel : 120 F (chômeurs, retraités, étudiants : 100 F). Chèque bancaire ou postal (trois volets).

LA CHAINE CONTRE L'ETABLI

Un très beau livre, atroce et bouleversant, raconte le combat inégal entre la chaîne et « l'Etabli ». Jean Le Garrec nous montre à quel point ce thème est au centre de nos débats



PAR JEAN LE GARREC

La chaîne aux usines Citroën à Choisy : « C'est comme un long glissement glauque et il s'en dégage, au bout d'un certain temps, une sorte de somnolence, scandée de sons, de chocs, d'éclairs cycliquement répétés mais réguliers. L'informe musique de la chaîne, le glissement des carcasses grises de tôle crue, la routine des gestes : je me sens progressivement enveloppé, anesthésié. Le temps s'arrête. »

C'est l'une des premières phrases du livre de Robert Linhart. La chaîne, personnage central, pivot de l'usine. Nous rencontrerons ensuite Ali, fils de marabout et manœuvre, Mouloud aux doigts habiles, Pavel et Stepan les Yougoslaves, tous les autres, ceux avec qui Linhart va vivre le travail d'O.s. chez Citroën, à Choisy, pendant l'année 1969.

Dix ans plus tard, « l'Etabli » vient de paraître. Je ne sais si cela est voulu, mais je pense que cette longue maturation était nécessaire pour apurer le témoignage et donner au récit cette nudité qui en fait la force. Tout est essentiel dans ce livre. Avec une volontaire économie de mots, de poste en poste, nous suivons le cheminement de la chaîne, dont la brutalité du rythme se camoufle derrière une apparence de lenteur. Le temps joue un rôle essentiel, le temps qui efface, qui engourdit et, au bout de la route, vous crève : « C'est comme une anesthésie progressive : on pourrait se lover dans la torpeur du néant et voir passer les mois, les années peut-être, pourquoi pas ? De compte à rebours en compte à rebours, la journée finit toujours pas passer. Quand on a supporté le choc du début, le vrai péril est là. L'engourdissement. Oublier jusqu'aux raisons de sa propre présence ici. Se satisfaire de ce miracle : survivre. S'habituer. Se laisser couler dans la masse. Amortir les chocs. Négocier avec sa fatigue. Chercher refuge dans une sous-vie. La tentation. »

La tentation de la mort lente, le désespoir de cette mort qui peut devenir indolore. Pourtant, la vie est partout avec le refus. Combat quotidien contre la chaîne, contre la routine, pour changer, aussi peu que ce soit, l'ordre immuable, pour gagner une seconde, prendre de l'avance, récupérer la minute qui permettra de fumer une cigarette. Le temps est le deuxième personnage essentiel. Il faut lutter contre le temps, le tromper, s'efforcer à l'économie de gestes, à l'économie même de désirs. Il faudra beaucoup de temps, une infinie patience, un travail minutieux et lent pour que s'organise la grève en protestation contre une augmentation de la durée du travail. La vie réapparaît, qui peut tout d'un coup balayer cette torpeur dans une grande fureur de liberté, mais qui va s'user pour peut-être renaître demain. Combien faut-il accumuler de ras-le-bol pour lutter contre la peur et l'engourdissement ?

La semaine dernière, la section P.s. d'Ecœudeuvre, près de Cambrai, fait figurer à l'ordre du jour de sa réunion le débat sur le projet socialiste. C'est une très forte section ouvrière, dans la tradition de la fédération du Nord. La majorité de ses membres travaillent à B.s.n., à la sucrerie ou à la lainière. Très naturellement, le débat s'organise autour des questions concernant le travail. Je retrouve, dans l'échange des petites phrases, le dialogue qui peu à peu s'anime, la réalité de « l'Etabli ». Ce qui va se dire, ce n'est pas seulement l'exploitation, mais aussi le travail subi, le travail éclaté, le dégoût du travail. La qualité du produit qui compte de moins en moins. Il faut produire : tant de tonnes de sucre, tant de milliers de chaussettes par jour. Les chiffres mènent la danse. Karl Marx écrivait déjà dans « le Capital » que « subdiviser un homme, c'est l'assassiner... la subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple ».

Or, cette appropriation du travail que l'on vide de tout contenu pour n'être qu'une suite de gestes, s'étend progressivement. Dans la production, puis peu à peu, dans le tertiaire avec les O.s. en « col blanc ». Une étude récente du B.i.t. (Bureau international du travail) montre l'inquiétante montée du travail posté. Plus de deux millions de personnes travaillent de nuit en France. La proportion de travailleurs au régime du travail posté est passée de 17,8 % en 1959 à 31,3 % en 1974. Cette extension n'est pas due à des raisons techniques, mais à la volonté de rentabiliser les équipements onéreux et d'en tirer le maximum de profit. L'analyse des insertions professionnelles entre 1976 et 1981 (« Economie et statistique », n° 81-82) montre que, sur 3 386 315 jeunes sortant du système scolaire de 1976 à 1980 (hors agriculture), 1 420 785 appartiennent au groupe VI, c'est-à-dire sont sans aucune formation (niveau Cep) et 1 182 000 au groupe V (niveau Cap-Bep). Plus d'un million de jeunes sont destinés — à condition qu'ils trouvent du travail — à des emplois non qualifiés.

Chômage, éclatement du travail. 1 500 000 chômeurs à la fin de 1978. Augmentation lente mais continue du nombre d'Os. Une situation dramatique de non-travail ne doit pas faire oublier la transformation du contenu de ce travail. Comme l'écrivait Marx, le problème fondamental pour le socialisme est l'appropriation des forces productives et non des seuls moyens de production. Cela nécessite la réappropriation du travail lui-même, et donc une transformation des rapports du travail à l'outil et à la technique. Nous ne pouvons éviter la question centrale que pose Stephen Marglin dans « Critique de la division du travail » : « Le travail peut-il favoriser l'épanouissement des individus dans une société industrielle complexe, ou bien faut-il payer la prospérité matérielle du prix de l'aliénation dans le travail ? »

Dans une formulation théorique, ces questions peuvent apparaître abstraites. Elles ne le sont plus quand nous lisons « l'Etabli ». Demarchy est O.p. Il retouche les portes de voiture. C'est un travail de haute qualification, où Demarchy fait preuve d'une grande habileté.

Progressivement, au fil de l'expérience, il a mis au point sa propre organisation du travail et bricole un établi adapté au poste. Cela n'est pas conforme à la rationalité du bureau des méthodes. Un jour, on remplacera son établi artisanal par un outil conçu ailleurs. « Demarchy regarde, estomaqué, cet établi tombé du ciel. Ou plutôt tombé des caprices imprévisibles du bureau des méthodes. »

Exit Demarchy ! Fini Demarchy !...
Intensification des cadences.
Temps raccourcis à l'improviste.
Bonis modifiés.
Machines chamboulées.
Un poste supprimé.
Rationalisation.

Un très beau, un très grand livre, atroce et bouleversant. Un livre au centre de nos débats.

changer la vie politique

Rencontre à Stockholm

Quelques jours avant de se réunir en cette fin de semaine à Paris, avec un ordre du jour chargé, plusieurs leaders de l'Internationale socialiste se sont retrouvés le week-end dernier à Stockholm, à l'occasion du 27e congrès du Parti social-démocrate suédois.

Felipe Gonzalez et Willy Brandt se sont notamment adressés au congrès après le discours d'ouverture d'Olof Palme. Celui-ci a également présenté le rapport sur la démocratie économique, l'un des principaux thèmes débattus à l'heure actuelle dans le mouvement ouvrier suédois et l'un des enjeux de la bataille des élections législatives de septembre 1979.

Les socialistes suédois, que les sondages placent actuellement largement en tête, espèrent alors reprendre à la coalition des partis « bourgeois » le pouvoir qu'ils ont occupé eux-mêmes pendant quarante-quatre ans avant de le perdre de justesse en 1976.

Claude Estier, Roger Fajardie, Yvette Roudy et Georges Sarre représentaient le P.s. français au congrès de Stockholm.

Fondation Guy Mollet

Le conseil d'administration de la Fondation Guy Mollet, que préside Augustin Laurent, se réunira le samedi 7 octobre, à 11 heures, à l'Assemblée nationale, 4e bureau.

Ordre du jour prévu :

— Projet de création du prix de la Fondation Guy Mollet ;

— Elargissement du bureau ;

— Subvention de la mairie d'Arras ;

— Projet de livre sur la politique algérienne du gouvernement Guy Mollet ;

— Questions diverses.

L'assemblée générale de la Fondation se tiendra le même jour à 16 heures à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, pour recevoir communication et approuver les décisions proposées par le conseil d'administration. Elle sera suivie d'une manifestation du souvenir et d'une conférence sur le thème : « Guy Mollet et la démarche unitaire ».

Le modernisme de M. Barre

M. Barre a déclaré, l'autre jour à T.f. 1 : « Nous ne voulons pas que la France reste un pays archaïque. » Le Premier ministre se veut un homme moderne et il a un langage dur. « J'espère que les Français ne sont pas avachis », a-t-il précisé en effet dans la même émission.

Non, Monsieur le Professeur, les Français ne sont pas des veaux. Et, croyez-m'en, ils entendent que leur pays soit géré comme il convient au XXe siècle. En prenez-vous le chemin ? C'est une autre question.

Vous appelez les travailleurs à l'effort, mais vous refusez de les entendre. Est-ce moderne ou n'est-ce pas le langage habituel du patronat de droit divin ?

Vous libérez les prix et vous appelez les patrons au blocage vigilant des salaires. Est-ce moderne ou n'est-ce pas à l'image de ce que faisait M. Piere Laval à la veille du Front populaire ?

Vous exaltez les vertus du profit et vous pourfendez les socialistes. Est-ce moderne ou n'est-ce pas le discours de toujours des privilégiés ?

« Enrichissez-vous ! », disait déjà Guizot au XIXe siècle. M. Barre excelle dans ce style, mais il devrait se garder de trop de modernisme, lui qui reprend à son compte toutes les vieilles recettes de la droite.

On m'objectera peut-être qu'évoquer les notions de droite et de gauche, cela n'est plus au goût du jour. Qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui, répètent à l'envi les conservateurs, ne sommes-nous pas tous pour le progrès et la liberté ? Les plus malins, comme M. Barre, y ajoutent l'ordre. L'ordre de ceux qui possèdent et décident, l'ordre des bien-pensants.

Un souvenir me revient en mémoire pour nous rappeler ce qui sépare la droite de la gauche. Aux dernières élections, rencontrant quelques notables, autour d'une table, nous fûmes amenés à parler du Smic à 2 400 F qui jeta tant d'effroi chez les spécialistes de la règle à calcul. Une société moderne, expliquai-je, se doit de réduire les inégalités, même si cela doit coûter à certains, et j'avançai l'idée, somme toute simpliste, qu'il était difficile de vivre avec moins de 2 400 F par mois par les temps qui courent.

Pensez-vous, me répondit l'un d'eux, le cigare aux lèvres et le whisky à la main, j'en connais qui s'en tirent très bien avec moins de 2 000 F. Je lui ai demandé comment il ferait, et il ne m'a pas répondu sur-le-champ. Quelques instants plus tard, il me disait qu'une économie moderne était complexe et qu'il fallait être réaliste. Tout comme M. Barre.

PIERRE BEREGOVOY

Et maintenant la femme-meuble !

Les femmes pensaient que les choses changeaient. Pas beaucoup, bien sûr. Mais, tout de même, ici et là, certains efforts les concernant étaient perceptibles.

Las ! Une publicité, nouvelle, relance l'offensive. Celle de la collection « Brigade mondaine » de Gérard de Villiers. Les couvertures des livres ne sont qu'une succession de pin-up, enchaînées mais souriantes, torturées mais aguichantes, violées mais consentantes.

Quant à la publicité cinématographique de cette même collection, elle annonce : le vice — l'image présente deux femmes dans un lit —, la perversion — là encore des femmes.

Mais cette semaine nous a particulièrement gâtés. Saviez-vous que la justice assimile les femmes aux biens meubles et immeubles ? Un mari, en effet, vient d'obtenir 15000 F de dommages-intérêts (sa femme serait devenue frigide à la suite d'un accident de voiture) pour « privation de jouissance ».

Lady Chatterley serait-elle, aujourd'hui, dédommagée ?

Les « Entretiens du jeudi »

Les « Entretiens du jeudi » reprennent le jeudi 5 octobre 1978, de 19 à 21 heures, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Cette semaine, les nouveaux adhérents et les sympathisants sont invités à venir dialoguer avec :

5 octobre : Dominique Taddéi (secrétaire national « Action culturelle » et Maurice Benassayag (directeur politique de « la Nouvelle Revue socialiste ».

12 octobre : Claude Estier (secrétaire national « Presse-Information » et Georges Sarre (membre du bureau exécutif).

19 octobre : Michel Rocard (secrétaire national « Secteur public » et Paul Quilès (délégué national aux Cadres).

26 octobre : Jean Poperen (secrétaire national « Communication-Information » et Gérard Jaquet (président du comité directeur).

L'avenir de l'industrie française

Sur ce thème, le journal mensuel de documentation politique « Après-Demain » (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet. Avec notamment des articles de : Michel Beaud, Alain Bouble, Claude Cheysson, Yves Durrieu, Régis Paranque, Christian Pierret, Christian Stoffaes.

Envoyer 15 F (timbres ou chèque) à « Après-Demain », 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 50 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

changer la vie sociale

Brutalités contre les travailleurs au Puy

Parce que les travailleurs de l'entreprise Elastelle, appartenant au groupe allemand Goldzach, manifestaient leur volonté de conserver leur emploi au Puy, ville où le chômage se développe sans arrêt (2 500 chômeurs pour 29 000 habitants), le préfet de la Haute-Loire et le ministre Jacques Barrot, représentants du gouvernement, ont répondu à la légitimité des revendications ouvrières par la répression la plus brutale et la plus aveugle.

Les C.r.s., dans leur charge sans sommation, ont blessé grièvement trois travailleurs, dont une jeune femme qui a dû être hospitalisée. Quant aux blessés légers, ils se dénombrent par dizaines. Protestant contre cette brutalité gratuite, trois travailleurs ont été arrêtés et gardés à vue dans les locaux de la police.

Triste bilan

A la fin du mois d'août 1978, le nombre de chômeurs au sens de la définition du Bureau international du travail s'élevait à : 1 562 987 contre 1 461 077 en août 1977, soit une aggravation de 101 910 chômeurs.

Le nombre de salariés licenciés pour motif économique bénéficiant des 90 % serait de 180 770, soit 42 411 de plus qu'il y a un an.

Terre d'inégalités

Entre 1970 et 1975, les salariés ont vu leurs revenus croître plus lentement que ceux des autres catégories. Tels sont les résultats de la dernière enquête de l'Insee sur l'évolution des revenus des Français.

Peu de changement pour le reste. La moitié « riche » de la population touche 78,5 % du revenu national. Le quart le plus riche empoche la moitié du revenu national. La moitié « pauvre », elle, se contente de 21,5 %.

En haut de l'échelle, 52 000 familles encaissent près de 133 000 F. Tandis que 4,6 millions de familles d'ouvriers ont, pour vivre, 35 800 F par an. La France, conclut l'Insee, est bien un pays où l'inégalité des revenus — très forte — ne diminue que « très lentement ».

Une initiative « intéressante » ou dangereuse ?

La semaine de quarante heures en quatre jours est-elle acceptable ? La loi, en tout cas, l'interdit, et le tribunal d'instance de Saint-Dié va devoir se prononcer le 29 septembre.

Procès d'un homme, certes : Lucien Binet, P.-d.g. de la société International Decors, à Celle-sur-Plaine, dans les Vosges, qui a institué dans son entreprise (de bijoux de fantaisie), employant cent soixante ouvriers (dont 60 % de femmes) la semaine du lundi au jeudi soir, est accusé d'« infraction à la législation du travail ». Mais aussi procès d'une loi, vieille de 1936, obligeant l'étalement de la semaine de quarante heures sur cinq jours.

Ce P.-d.g., qui se défend de la moindre philanthropie — « la semaine de quarante heures en quatre jours me permet d'économiser 20 % d'énergie », déclare-t-il —, est suivi par son personnel, qui apprécie un week-end plus long.

C'est l'inspection du travail qui a mis le feu aux poudres, en rappelant qu'une telle organisation est illégale. Le débat est vite devenu national : Lionel Stoleru parle d'introduire « un peu plus de souplesse » dans les dispositions du Code du travail. Quant à Robert Boulin, il juge l'expérience « intéressante » et annonce son intention de convoquer l'inspecteur du travail à l'origine de l'affaire. Les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. du personnel des Affaires sociales ont immédiatement répliqué que cet inspecteur n'encourait aucun reproche. Ils soulignent par ailleurs que cette répartition du travail sur quatre jours a déjà été réprouvée par des études effectuées au plan médical, et que des durées journalières excessives sont des facteurs de déséquilibre dans le rythme d'activité des salariés.

Tout le problème posé par l'initiative d'International Decors est effectivement là.

Grève des cheminots

Les cheminots se fâchent. Contre la détérioration des conditions de travail : de nouveaux tableaux de service doivent entrer en fonction le 1er octobre.

C'est le jour choisi pour une grève prévue jusqu'au 4 octobre au matin, par les syndicats C.f.d.t., C.g.t. et autonome, sur des revendications de sécurité et de rémunérations.

Agences régionales nucléaires

Le Parti socialiste propose une nouvelle loi sur l'information nucléaire. Il est vrai que le comité présidé par Simone Veil et les vagues consultations d'élus locaux ne peuvent, parodies de démocratie, convaincre de leur utilité. L'idée socialiste est la création d'agences régionales nucléaires, composées pour trois tiers égaux d'élus, de représentants des syndicats et des associations. Une agence nationale retrouverait la même composition, certaines agences régionales y étant également représentées. Une composition qui devrait garantir l'indépendance des travaux.

Le gouvernement, lui, préfère accélérer le programme malgré les oppositions et ignorer toute alternative au scénario nucléaire. La preuve est dans le projet de budget : 3,5 milliards de francs pour l'atome, 100 millions pour les énergies nouvelles et moins de 200 millions pour les économies d'énergie.

Contre la « libération » des loyers, une seule parade : l'action collective

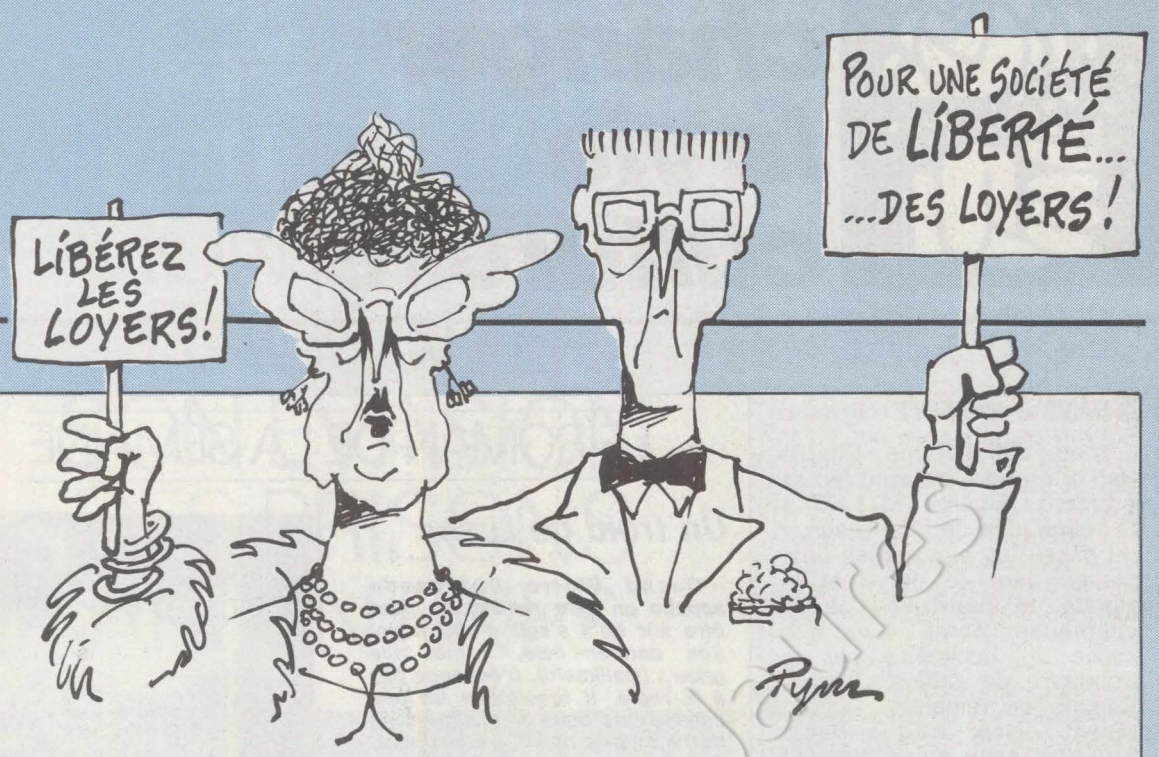
Le blocage des loyers a vécu. Rien d'étonnant à cela de la part d'un gouvernement libéral tous azimuts. Comme le pain, le logement a valeur de symbole. Depuis 1958, l'objectif plus ou moins avoué du Pouvoir y a toujours été l'« unicité du marché ». En clair : ramener l'ensemble des loyers au prix du marché libre, celui où est censée s'exercer la loi de l'offre et de la demande.

Pour que la libre concurrence joue à plein, il reste encore quelques obstacles. Mais le gouvernement s'y attaque vaillamment. Existent en effet trois sortes de loyers : ceux des H.l.m., ceux qui dépendent de la loi de 1948 (voir encadré) et ceux du marché libre. La réforme du logement, appliquée depuis le 1er juillet 1977, règle son compte aux premiers : l'idée est de ramener le coût de construction et donc les loyers à un niveau comparable à celui du marché. L'aide personnelle au logement (A.p.l.) est créée pour aider individuellement les familles défavorisées.

Côté marché libre, le blocage des loyers faisait fulmi-

Reprise du travail chez Terrin

Gaston Defferre vient de marquer un point chez Terrin. On se souvient que l'avenir de son plan de sauvetage était lié à la reprise du travail dans deux sociétés du groupe : la



ner les propriétaires. Depuis quatre ans, ils subissaient les effets des campagnes électorales — avec mini-blocages périodiques et recommandations gouvernementales diversement suivies. Au fil des ans, un fossé s'est creusé entre les loyers sous baux récents et les autres : dans le cas des baux de quatre ou six ans, la hausse a souvent été inférieure à celle du coût de la construction. C'est ce décalage que veulent rattraper les propriétaires, en particulier les grands groupes investisseurs : la Simco, filiale de la Hénin, compte par exemple augmenter ses loyers de 30 à 40 % ! La S.c.i.c. (Société immobilière de la Caisse des Dépôts) aussi.

Le secrétaire d'Etat Marcel Cavaillé a bien émis quelques menaces contre les propriétaires trop gourmands, annonçant que les pouvoirs publics n'admettraient pas de hausses « significativement » supérieures au coût de la construction. Mais, légalement, rien ne pourra empêcher des bonds de 30 à 40 %. Pour le locataire, il n'y a pas à tergiverser : à la fin de son bail, on lui expliquera que c'est à prendre ou à laisser.

Quant aux logements sous loi de 1948, Marcel Cavaillé a annoncé que la catégorie 2B sera probablement libérée. Les hausses à attendre seront considérables, de 200 à 300 % dans certains cas... Lors de la libération des 2A, seules les compagnies d'assurances avaient fait preuve de « sagesse » en se limitant à des 30-50 %. Seront touchés par cette mesure près de cinquante mille logements. Ici non plus, il n'y a guère de recours. Quelques personnes âgées peuvent espérer voir leurs cas pris en considération. Des locataires peuvent vérifier si leur logement est bien conforme à la catégorie 2B et espérer, en cas de litige, obtenir un déclassement auprès du tribunal.

Le gouvernement justifie une telle politique en déclarant péremptoirement que les Français ne font pas assez d'efforts pour se loger. Selon lui, la charge logement ne représente que 5 % des salaires. Indice truqué, en fait : il s'agit d'une moyenne nationale, qui intègre tous les propriétaires et métayers. Les petits et grands de l'immobilier le savent bien, eux qui demandent aux locataires un salaire de quatre fois le loyer.

Dès le 1er janvier, toute protection des locataires tombera. Aucun recours légal en perspective. La seule parade sera dans la lutte collective : les amicales demanderont toutes à leurs adhérents de refuser les hausses. Du grabuge en perspective !

FREDERIQUE
DE GRAVELAINE

Loi de 1948 : les prix vont s'envoler

La loi de 1948, c'était la reconnaissance du droit au logement. Le locataire y était en effet protégé contre les expulsions, et le prix des loyers était fixé selon des critères objectifs : confort, salubrité, environnement.

Mais cette loi sociale a mal vieilli. Ne s'appliquant qu'aux immeubles construits avant le 1er septembre 1948, elle n'a pas empêché les prix du marché libre de s'envoler : l'écart dépasse souvent les 300 % entre deux logements de standing comparable. Manquant de confort, les appartements anciens n'ont pas été équipés, les immeubles à l'abandon attendant d'être désertés puis rasés pour permettre de juteuses opérations immobilières.

Les propriétaires et le gouvernement peuvent aussi monter en épingle les cas scandaleux. Ils existent, c'est vrai, les riches bourgeois parisiens qui paient des sommes dérisoires pour de somptueux appartements classés. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : les logements de 1948 sont les derniers à proposer des loyers vraiment sociaux. Et c'est leur disparition qu'à terme souhaite le gouvernement, s'attaquant à eux progressivement.

Il a d'abord évité que le bénéfice de la loi se perpétue pour les nouveaux occupants. Ensuite, il a fait sortir du cadre de la loi une partie du « parc », les A. Aujourd'hui, les 2 B sont en cause. Demain viendront les autres. Beaucoup de monde sera touché : on estime que 850 000 logements sont encore soumis à la loi de 1948, dont la moitié en région parisienne.

Sam et Sud-Marine. C'est chose faite. Les salariés de ces deux entreprises marseillaises ont décidé, mardi et mercredi, de reprendre le travail.

Le maire de Marseille peut désormais s'occuper de trouver un acquéreur pour le secteur de la réparation navale.

Quant aux 1 300 licenciés de Terrin, ils ont rejoint le flot des 30 000 manifestants qui ont défilé lundi dernier à Toulon, avec les travailleurs des chantiers navals de La Ciotat et de La Seyne.

La Sofirad prête à brader Sud-Radio ?

La Sofirad — société qui gère les participations de l'Etat dans Europe 1, R.m.c. et Sud-Radio — prépare une vague de licenciements à Sud-Radio.

L'opération vise à réduire très sensiblement les effectifs de la station périphérique du Sud-Ouest dont René Duval, directeur des Programmes et de l'Information, a déjà démissionné le mois dernier.

Ainsi semble se préciser un vieux projet de la Sofirad. Sud-Radio serait ravalée au rang de simple station locale sur Toulouse et ses environs immédiats. L'émetteur de cette station, situé en Andorre, servirait à réémettre les programmes d'une des grandes radios périphériques (on parle d'Europe 1). Toulouse conserverait une rédaction croupion, chargée d'informations locales complémentaires, un peu à l'image de ce que font actuellement les bureaux régionaux de Radio-France. Dans le même temps, des petits stations locales se mettraient en place à Lille, à Nantes et à Lyon.

Belle tentative de récupération du mouvement des radios locales ! Ce projet de création d'un réseau périphérique, parallèlement à celui de France-Inter sur l'ensemble du territoire, doit mettre l'eau à la bouche des annonceurs publicitaires. Il représente une étape supplémentaire dans l'atteinte au monopole.

changer la vie culturelle

Salut à Sarah

Toute une époque, Charlie Parker en tête, en avait fait sa préférée : Emarcy (6372-478) a la bonne idée de faire resurgir du passé les plus belles descentes dans le grave et le vibrato si particulier de la chanteuse Sarah Vaughan, suivie au millimètre par la trompette de Clifford Brown. Comme en témoigne le tout récent « How long » (Pablo 2310-821), celle qu'on appelait « la Divine » n'a perdu aucun de ses talents. Elle pourrait bien surprendre encore le 5 octobre, lors de son passage à Paris.

La même firme Pablo publie parallèlement le « Sunshine rock » (2310-813) de Louie Bellson : un étonnant concerto pour batterie et grand orchestre. Ce virtuose ambidextre, ainsi que le guitariste Joe Pass, sera à Paris aux côtés de Sarah.

S. R.

Un musibus pour les Yvelines

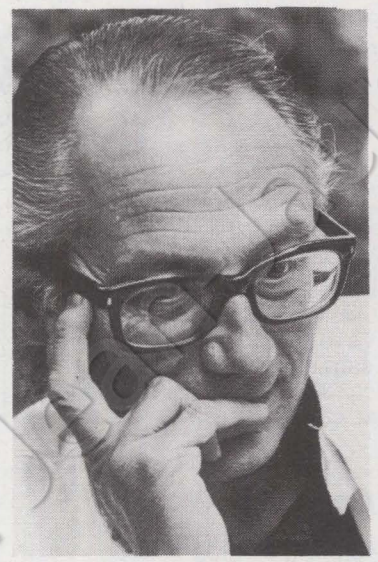
La délégation régionale de la musique de Provence-Alpes-Côte d'Azur a acheté plusieurs bus londoniens à deux étages et les a aménagés pour qu'ils servent de lieu d'animation musicale. Elle en a prêté un à la délégation régionale de la musique en Ile-de-France, qui le promène actuellement dans le département des Yvelines.

Ce musibus permet plusieurs types d'intervention : l'écoute musicale (mille disques allant du grégorien à la pop) ; la pratique musicale (mise à disposition d'instruments populaires du monde entier) ; la projection de films et l'animation de rue. Le musibus est dans les Yvelines jusqu'au 20 octobre.

Voici son calendrier : le 29 septembre à Chatou, le 30 à Mésy, le 3 octobre à Fontenay-le-Fleury, le 4 à Bonnières, le 5 à Mantes, le 6 à Dampierre, le 7 aux Mesnuls, le 9 à Septeuil, le 11 à Maule, le 12 à Montfort-l'Amaury, le 14 à Meulan, le 16 à Conflans-Sainte-Honorine, le 17 à Carrières-sur-Seine, le 19 à Noisy-le-Roi et le 20 à Jouy-en Josas.

LE ROMAN DE LA SEMAINE

Un froid de russe



Quand Pierre Bourgeade appelle un livre roman, on peut être sûr qu'il s'agit d'une fable. Son dernier livre, « Une ville grise » (Gallimard), n'échappe pas à la règle. Il fonctionne un peu comme une boîte à musique : on ouvre et des notes s'échappent, la mélodie sonne juste, mais semble irréelle, lointaine. Loin de nous est ce Prague brumeux qui sert de décor à « Une ville grise ». Proches et vrais, pourtant, en sont ses détails : la place Wenceslas, le pont Charles sur la Vltava, les tavernes dans la haute ville et le quartier juif. C'est sur le pont que se rencontrent le narrateur (un Français), le vieux Jaromir W. (Pragois professeur de français) et Marina (fillette de huit ans, élève du professeur).

Jaromir W. tombe amoureux de Marina, juste avant le Printemps de Prague. Au lendemain de l'invasion des chars russes, il dénoncera le père de Marina à la police et se verra confier le sort de la gamine. Après un long et trouble jeu autour de l'amour impossible, Marina s'enfuira. Il la remplacera par un robot parfaitement programmé...

La charge érotique du livre est indiscutable. Mais comment gommer la signification profonde de la parabole, c'est-à-dire son sens politique ? Pourquoi est-ce précisément à Prague qu'on remplace des humains par des robots ? Comment ne pas voir un appel à la rébellion dans la fin du livre : quand les automates assassinent leur créateur ? Comment oublier cette phrase : « Un proverbe tchèque assure qu'à tout mal, hormis les termites, les Russes et la mort, il y a remède » ? Une autre me revient, qu'un portier d'hôtel me glissa à l'oreille, à Prague justement, un jour de février 1973 : « Il fait un froid de Russe, vous ne trouvez pas ? »

Ce froid souffle violemment sur la ville, le vieillard et la petite fille. Pour combien de temps encore ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Les tournées du T.n.p.

Le T.n.p. de Roger Planchon et Patrice Chéreau a du pain sur la planche : du 3 octobre au 3 novembre, la troupe jouera deux Shakespeare (« Antoine et Cléopâtre » et « Périclès, prince de Tyr ») et un Molière (« Tartuffe ») en U.r.s.s. puis en R.d.a. ; c'est la première fois que l'Allemagne de l'Est accueillera officiellement une équipe de théâtre française.

Du 24 novembre au 22 décembre, les deux pièces de Shakespeare seront données à la Maison de la culture de Nanterre. Au printemps de 1979, le T.n.p. repartira pour le Japon.

Ces tournées n'empêcheront pas la création de deux spectacles : « Prévert Jacques », dit, raconté, joué, lu et chanté par Gérard Guillaumat dans une mise en scène d'André Cellier, en janvier prochain ; et « No man's land », d'Harold Pinter, dans une mise en scène de Roger Planchon, en mai et juin 1979.

Le chapiteau du Carré

Le Carré de Silvia Monfort est en train de faire peau neuve. Les travaux devraient durer deux ans. Pendant cette période, le Centre d'animation culturelle s'installe dans le bois de Boulogne, au Jardin d'acclimatation précisément. Il y dispose de deux lieux : le théâtre pour enfants et le nouveau chapiteau de 1 500 places du cirque Gruss, qui a été planté sur les bords de la Rivière enchantée.

Silvia Monfort accueille beaucoup de choses : de la musique avec les concerts Lamoureux, des poètes sous la houlette de Marcel Jullian, de la danse, du cinéma et, bien sûr, du cirque. C'est d'ailleurs le cirque Gruss qui ouvrira la saison le 19 octobre prochain. Pour le reste de la programmation, tous renseignements au 277-50-97.

Ecole de jazz à Bordeaux

C'est suffisamment rare pour qu'on le signale : il existe, en France, une école de jazz. On y enseigne la théorie musicale, la technique instrumentale, l'analyse et l'improvisation. Cette école a été créée l'an dernier, à Bordeaux, à l'initiative de l'Association Sigma. Elle s'appelle « Ecole Jazz Focus ». Les cours de l'année 1978-1979 débutent le 4 octobre prochain.

On peut se renseigner et s'inscrire en s'adressant à Sigma Jazz Focus, entrepôt Laîné, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Téléphone : (56) 44-60-27.

Les nouveaux Médicis

Si les prix littéraires vous intéressent, autant le savoir : la composition du jury du prix Médicis vient de changer. Après la mort de Lucie Faure, après les démissions de Félicien Marceau et de Roland Barthes, on compte des « petits nouveaux » dans le jury : Marthe Robert (spécialiste de Freud et de Kafka), Jacqueline Piatier (responsable des pages littéraires du « Monde »), François-Régis Bastide et Dominique Fernandez (romanciers).

Il paraît qu'ils ont l'intention de « changer l'esprit » du Médicis.

les entretiens de «l'unité»

JAIME DRI, LEADER MONTÓNERO, RACONTE SON EVASION DES PRISONS ARGENTINES

On s'évade rarement des prisons argentines. Jaime Dri y est parvenu. Enlevé — plutôt qu'arrêté — en Uruguay le 15 décembre 1977, il a faussé compagnie à ses gardiens et s'est retrouvé au Paraguay le 19 juillet 1978. De passage à Paris, il a donné une conférence de presse au siège du Parti socialiste, à laquelle François Mitterrand a assisté. Le premier secrétaire du P.S. a voulu par sa présence montrer qu'« au plus haut niveau » du Parti on soutenait « les peuples qui luttent pour leur liberté et contre l'impérialisme ».

« Nous n'avons pas à choisir ceux qui ont qualité pour être les porte-parole de leur peuple, a-t-il ajouté, mais nous savons reconnaître ceux qui ont acquis une véritable authenticité par la lutte, ce qui est le cas des Montoneros. » François Mitterrand a enfin souligné l'importance « des témoignages humains qui s'ajoutent aux témoignages politiques et leur donnent tout leur sens ».

Au cours de sa conférence de presse, Jaime Dri, qui avait été élu en 1973 député du Chaco et est aujourd'hui membre du conseil supérieur du mouvement Montonero, a insisté sur la collaboration illégale existant entre les forces répressives des différents pays du cône sud. Son cas illustre le fait, mais il est loin d'être le seul : un autre dirigeant montonero, Norberto Habegger, vient de disparaître... de Rio de Janeiro !

Blessé lors de son arrestation, torturé par les Uruguayens puis par les Argentins, Jaime Dri a connu plusieurs centres de détention en Argentine. Notamment l'Ecole mécanique de la marine et un centre de l'Armée de terre, près de Rosario, spécialisé dans le « retournement » des dirigeants politiques de la Résistance. Un sort spécial leur est en effet le plus souvent réservé. Les garder en vie correspondait, au départ (1976-1977) à la volonté des militaires de les « utiliser ». Après les avoir « cassés », en utilisant des techniques sophistiquées, ils espéraient pouvoir se servir du passé politique de quelques responsables pour gagner les masses au régime. Dans le pire des cas, la junte se servait de ses prisonniers comme otages contre les actions terroristes : à chaque acte de résistance correspondait l'exécution massive d'un groupe de prisonniers.



Aujourd'hui les militaires semblent être un peu moins sûrs de leur victoire finale. Une certaine démoralisation se fait jour, et les otages deviennent, disent les Montoneros, des instruments de négociation en cas de défaite, d'éventuels témoins de la défense en cas de « procès de Nuremberg » que de nombreux officiers semblent craindre.

A la suite de la conférence de presse, Jaime Dri nous a accordé une entrevue. Nous l'avons interrogé sur l'action psychologique exercée à son encontre et sur les conditions rocambolesques de son évasion.

L'UNITE. — Comment la tentative de lavage de cerveau a-t-elle été menée ?

— De multiples façons. La torture entre en jeu, bien évidemment mais aussi, l'isolement et l'alternance de moments très durs avec des moments qui le sont moins. Par exemple, après avoir été torturé pendant quatre jours par les Uruguayens, qui ne m'ont pas donné à manger, je me suis entendu dire par les Argentins venus me chercher que tout se passerait beaucoup mieux avec eux. J'ai eu également droit à un psychologue qui m'a fait passer des tests, faire des dessins, etc. Je réagissais à tout cela avec beaucoup de haine et une très forte volonté de ne pas transiger.

Mais le vrai « travail » psychologique a commencé avec l'Armée de terre à Rosario. J'ai reçu le premier choc sérieux lorsqu'ils m'ont fait parler avec un vieux compagnon qui s'était effondré après avoir beaucoup souffert.

Il m'a dit que pendant deux mois il avait supporté la torture sans rien dire, mais qu'il se rendait compte que nous avions commis des erreurs et →



Le général Videla, vu par COUREUIL



La junte aux manœuvres.

→

qu'à Rosario par exemple l'organisation avait été détruite, que tous les camarades étaient morts. Je réagis immédiatement en me rappelant les avancées de notre organisation au niveau international, en me disant que la mort de quelques-uns n'est pas la fin de la résistance. Mais le coup avait été d'autant plus dur que la presse avait annoncé la fin du camarade en question. Ils m'avaient donc présenté un mort.

— Pourriez-vous nous donner quelques détails sur les formes de l'action psychologique ?

— C'est très difficile, et je me rends compte quand j'en parle que ce que je dis fait encore partie du lavage de cerveau dont j'ai été la victime. Ce camarade, par exemple, qui me parlait d'échec, m'a demandé quelle était ma marque de cigarettes et m'en a fait apporter autant que je voulais. Ils ont enfin soigné mes blessures, ils voulaient même m'acheter un maillot de bain pour que je puisse me baigner dans la piscine.

Puis a commencé la valse des généraux, toujours sur le principe de l'alternance du bon et du mauvais. Ils m'ont d'abord envoyé le général Jaurregui. Un homme très dur que j'ai dû rencontrer les yeux bandés, les menottes aux mains. Il m'a injurié, m'a menacé de mort parce qu'à la question : « Que penses-tu de l'armée ? », j'ai répondu : « Elle a donné de bonnes choses, comme le général Peron ; mais parfois elle joue un triste rôle dans l'histoire, comme en ce moment où elle massacre le peuple. » Le général était hystérique, il a tout fait pour me faire peur, pour me casser. Mais, aussitôt après, un colonel m'a dit : « Ne t'inquiète pas, ce n'est pas lui qui est responsable de ton cas, c'est le général Galtieri, et tous ici nous sommes humanistes et nationalistes comme toi. »

C'est alors que j'ai eu le droit à la visite du général Galtieri, chef du deuxième corps d'armée, dont le siège est à Rosario. Je n'avais pas les yeux bandés, cette fois, ni les menottes aux mains. Son discours était d'un genre tout à fait différent : « Nous ne désirons qu'une chose, c'est que cette guerre que nous n'avons pas choisie soit finie. Elle a été déclenchée par une bande de délinquants. Il suffit de les éliminer pour que la paix revienne, et des gens comme toi, Dri, peuvent nous aider à cela. Je ne suis pas d'accord avec ce qui se passe dans le pays. Les travailleurs gagnent trop peu. Je suis d'accord avec ce que tu dis sur l'injustice sociale. Il faudra reconstruire tout cela,





Fernando Vaca Narvaja, François Mitterrand et Jaime Dri, au siège du P.S., la semaine dernièr

mais auparavant il faut en finir avec la guerre. »

Se disant nationalistes et chrétiens comme moi, ils m'ont même proposé de m'intégrer à un nouveau mouvement politique dont les préoccupations sociales étaient — affirmaient-ils — comparables aux miennes.

Ils essaient tellement d'apparaître comme des hommes bons que j'ai entendu certains tortionnaires dire qu'ils regrettaient beaucoup de devoir appliquer la torture. (En espagnol, la phrase est d'une rare brutalité, puisque — traduite littéralement — elle se dit : « Ça me fait mal de torturer. »)

Mais il faut reconnaître qu'avec le temps ce travail porte : j'ai dû m'accrocher pour ne pas céder. Je considère que c'est une victoire d'avoir conservé la volonté de m'échapper.

— Comment avez-vous réalisé votre évasion ?

— J'ai commencé par dissimuler mes sentiments, par faire croire que j'étais disposé à collaborer. Juste après la fin du Mundial, ils m'ont donc emmené à un poste frontière entre l'Argentine et le Paraguay : Pilcomayo. Nous étions trois détenus, surveillés chacun par un homme venu de l'Ecole de mécanique de la marine et par des gardes-frontières, qui ne savaient pas exactement qui nous étions. Notre tâche était de repérer les dirigeants montoneros qui tentaient d'entrer ou de sortir du pays, et de les dénoncer.

Le 18 juillet, un changement de garde se produit. Or, on a l'habitude de dire dans les manuels militaires qu'il y a toujours un point faible lors du changement de commandement. Le 19, nous nous rendons comme d'habitude au poste de contrôle. Nous venons à manquer de cigarettes. Bien qu'il y en ait du côté argentin, le jeune sous-officier chargé de me surveiller me propose d'aller en chercher du côté paraguayen. J'avais eu l'occasion, la veille, de lui dire que je connaissais Asuncion.

Je lui répondis que j'étais d'accord, mais qu'il devait bien réfléchir, car cela engageait sa responsabilité. Il était en effet expressément interdit de me faire traverser le fleuve. Mais je ne voulais rien laisser voir de mon désir. Il était en civil, et je lui dis de laisser son pistolet, car Paraguayens et Argentins ne se gênent pas pour échanger de temps en temps des coups de feu.

De l'autre côté du fleuve, je lui conseille d'aller jusqu'à Asuncion, qui n'est qu'à dix minutes d'autobus, car les cigarettes y sont moins chères et ainsi nous pouvions acheter une cartouche. Comme il avait envie de connaître la ville, il s'est laissé facilement convaincre.

Alors que nous nous promenions, en passant devant une vitrine, il s'est tout à coup rendu compte de sa faiblesse. Je me suis aussitôt mis à courir. Mais des policiers paraguayens armés ont été alertés par ses cris. Je me suis arrêté et l'ai attendu. Il a commencé à m'injurier, mais je me suis efforcé de le calmer jusqu'à ce que nous ayons atteint le coin d'une rue hors de la vue de policiers.

Je monte alors dans un taxi. Il essaie de me suivre. Nous échangeons des coups. Le chauffeur, furieux, dit qu'il va nous emmener au commissariat et démarre. Je me lance alors dans une « défense politique » en disant que je suis un militant péroniste et que ce type est un « gorille » qui veut me séquestrer pour m'assassiner. Le chauffeur hésite ; mais, pendant ce temps, il est sorti du centre, de la zone la plus dangereuse. Je parviens à ouvrir la porte et, toujours au milieu des coups, je sors en laissant ma veste aux mains de mon garde.

Je recommence à courir, mais le sous-officier ne me suit pas. Le chauffeur a dû le retenir. L'un disait : « Je suis de la police », et l'autre répondait : « Mais non, tu es un assassin ! »

Je me mets au milieu de la rue pour arrêter une voiture, que je finis par convaincre de m'emmener chez des amis en disant que je suis touriste, que je viens d'avoir un accident de voiture, qu'un de mes compagnons est blessé et que je vais chercher du secours. Ils hésitent beaucoup et, manifestement, ont très peur ; mais ils me rapprochent de l'endroit où je voulais aller. Il ne me restait plus alors qu'à prendre contact avec des camarades du Mouvement, qui m'ont donné de faux papiers et m'ont permis de sortir du pays.

— L'opération de contrôle des frontières a-t-elle connu des succès ?

— Aucun !

— Les deux autres prisonniers emmenés avec vous ont-ils été, eux, « cassés » ?

— C'est effectivement le cas de l'un d'entre eux, mais pas de l'autre.

(Propos recueillis par FRANCIS PISANI)

D.C.3 DISPARU : BARBOUZES AND CO...

Winter, Raucoules et Toutut, anciens de l'O.a.s., baroudeurs et traîne-patins, ont-ils payé de leur vie les revirements de la diplomatie libyenne ?

Fox Bravo India Echo Echo ne répond plus... C'est en ces termes que le 28 juillet, à 12 h 20, les contrôleurs aériens de Catane, en Sicile, signalent qu'ils viennent de perdre toute trace radio d'un D.c. 3 — qui a décollé dix minutes plus tôt.

L'avion est parti la veille de l'aéroport de Toulouse-Blagnac. A bord, une pompe et dix fûts vides de deux cents litres que le pétrolier desservant l'aéroport a refusé de remplir.

L'équipage est composé de deux pilotes en congé de l'Union aéronautique régionale de Rodez, Roland Raucoules, quarante-trois ans, et Philippe Toutut, vingt-huit ans. A bord se trouve aussi Michel Winter, quarante-huit ans. C'est lui qui, sous le pseudonyme de Bonouvrier, a racheté l'appareil pour 500 000 F à Pierre Teyssèdre, pilote privé à Rodez, lequel l'avait lui-même acquis trois jours plus tôt auprès de la Société générale Air Service de Nice pour 470 000 F. Teyssèdre se trouve être, par ailleurs, le pilote personnel de Jacques Blanc, secrétaire général du P.r.

Une fois le D.c. 3 en sa possession, « Bonouvrier » le fait remettre à neuf par la société spécialisée Uni-Air, dans un hangar de Blagnac.

Malgré la disparition du D.c. 3, la famille et les amis des pilotes ne s'inquiéteront pas trop jusqu'au 15 août. Mais, après cette date, Raucoules et Toutut devaient reprendre leur travail comme pilotes de Fokker sur la ligne Rodez-Paris. Pierre Teyssèdre donne alors l'alerte à la direction générale de l'Aviation civile. Le 28 août, la police de l'Air — étrangement inactive jusque-là — ouvre une enquête administrative. Parallèlement, une enquête est confiée à la sixième section de la Police judiciaire, chargée des affaires d'atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives.

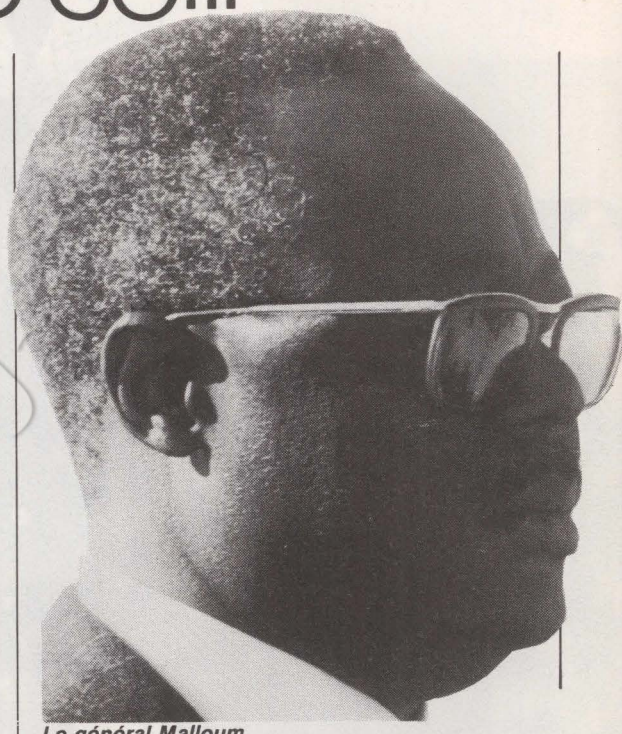
Quelle mission devait remplir le D.c. 3 : trafic d'armes, de drogue, convoyage de mercenaires ? On parle même un moment de Carlos et de Mesrine. Les services secrets italiens et américains commencent à s'intéresser au D.c. 3 fantôme. Et Pierre Teyssèdre avance une hypothèse : depuis la Sicile, l'avion s'est dirigé vers le Tchad ou le sud de la Libye. La pompe chargée à Blagnac devait permettre au D.c. 3 de se ravitailler lui-même en vol — à condition toutefois que les fûts aient été remplis quelque part — et de porter son rayon d'action à 4 500 kilomètres.

Roland Raucoules, qui tient les commandes, est un familier du convoyage et des missions de « grand style ». Né le 29 août 1935 à Blida, en Algérie, il a un passé éloquent. A vingt ans, il s'engage dans l'armée de l'air. Instructeur au Maroc, il quitte l'armée pour devenir chef pilote de l'aéro-club d'Oranie. Il appartient toutefois à l'escadrille de réserve d'aviation légère d'appui. A la fin de 1961, son frère est tué dans les Aurès : sans autorisation, Raucoules s'envole aux commandes d'un avion T 6, et une heure plus tard il bombarde à la roquette un camp du F.l.n. près d'Oujda. Les Algériens relèvent cinq morts et quarante blessés.

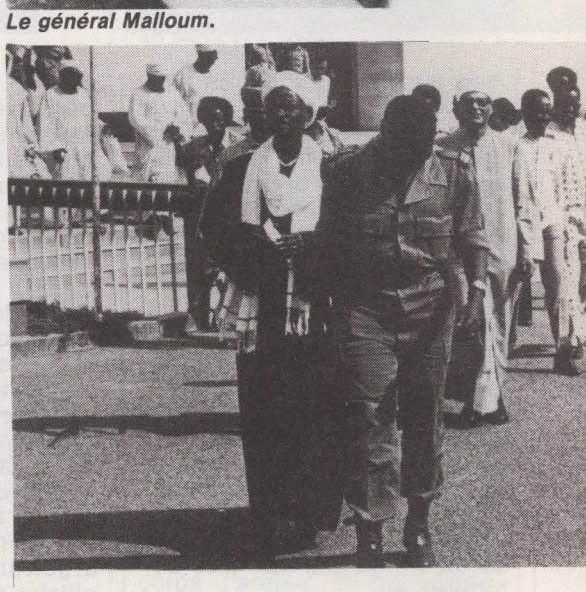
Raucoules entre alors dans la clandestinité et rejoint l'O.a.s. sous le nom de code de « Sébastopol ». Ce qui lui vaut une condamnation, par contumace, à vingt ans de détention criminelle prononcée par la Cour de sûreté de l'Etat... Il parvient à se réfugier en Espagne. Il sera tout de même emprisonné à Carabanchel, avant d'être expulsé vers le Nicaragua le 23 mai 1963. De là, il gagne l'Argentine puis le Brésil, où il s'emploie comme « assistant technique ». Ensuite, Raucoules rentre en France et, avec six autres ex-activistes de l'O.a.s., il se constitue prisonnier. Il ne restera pas longtemps détenu, puisque le 6 juillet 1966 la Cour de sûreté de l'Etat le met en liberté provisoire. Il est amnistié en 1968. Il gagne le Gabon deux ans plus tard, et il devient membre de la « garde blanche » du président Bongo et pilote personnel du même Bongo jusqu'en 1972. Puis c'est le Biafra, où Raucoules s'engage comme mercenaire. Ses missions : transports d'armes, de vivres et de médicaments. C'est là qu'il fait la connaissance d'un certain Michel Winter, lui aussi ancien de l'O.a.s.

Déçu par son expérience au Biafra, Raucoules veut se « ranger ». Il rentre en France et s'engage à Air Littoral, une petite compagnie de Montpellier. Puis c'est Air Rouergue, à Rodez. Où il entre pour briser une grève des pilotes. Commandant de bord sur Fokker, Raucoules s'ennuie : Paris-Rodez - Rodez-Paris, cela manque d'imprévus. Alors, pour meubler ses temps morts, Raucoules fait du « convoyage ». La Thaïlande, l'Australie, les Comores, et toujours le plaisir de piloter des bécanes... Justement Michel Winter lui propose, au début de l'été, un convoyage en Sicile. Raucoules accepte. Il partira avec Philippe Toutut, ravi de passer sa qualification sur D.c. 3.

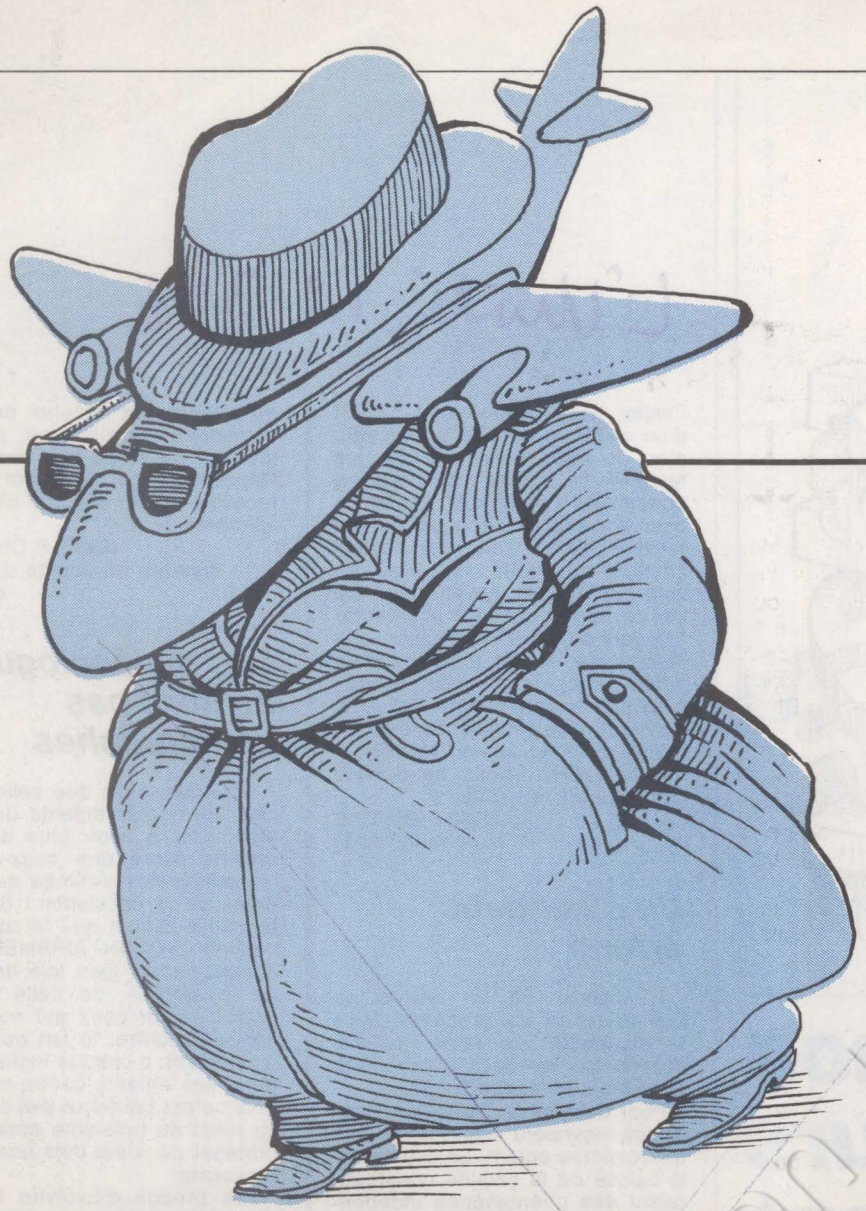
Winter est un peu de l'acabit de Raucoules. Cet ancien baroudeur en Indochine et en Algérie, membre de l'O.a.s. puis mercenaire au Biafra, est officiellement « agent de marketing ». A ce titre, il a effectué plusieurs missions en Afrique. Il a toutefois quelque chose de « plus » que Raucoules, puisqu'il a travaillé un moment pour le S.d.e.c.e. Voilà pour les acteurs.



Le général Malloum.



Le scénario est un peu à leur image : obscur. Le 30 juin dernier, à Bruxelles, les services secrets libyens versent 1 500 000 F à un intermédiaire français qui recrute Michel Winter. Pour l'occasion, Winter s'appellera « Bonouvrier » (n'est-il pas aussi ébéniste ?). En quoi consiste la mission confiée par les Libyens ? « Bonouvrier » devra trouver un avion — de préférence un D.c. 6 — et des pilotes. Pressé, Winter achète le D.c. 3 de Teyssèdre, qui lui a été recommandé par Raucoules. Après une escale en Sicile, où l'on remplira les dix fûts de 200 litres pour augmenter son autonomie, l'avion





Le premier ministre Hissen Habré (en costume gris), entouré de ministres tchadiens.

devra se rendre au Tchad. Les Libyens ont demandé qu'il emprunte à cet effet un couloir aérien de 300 kilomètres bien précis, qui doit lui permettre d'échapper aux radars.

Méfiant, Raucoules décide de ne pas l'emprunter. C'est néanmoins à ce moment qu'on perd la trace de l'avion.

Le D.c. 3 devait alors, dans un premier temps, se poser quelque part dans le désert du Tibesti, pour embarquer un commando de rebelles prolibyens. Deuxième temps : il lui fallait gagner un aérodrome où devraient se réunir des Toubous dont les Libyens redoutaient qu'ils ne rejoignent le gouvernement du général Malloum, président du Tchad. De qui pouvait-il s'agir ? Probablement pas de Hissen Habré, déjà rallié à Malloum et devenu depuis Premier ministre. S'agissait-il alors d'enlever Goukouni, successeur de Hissen Habré à la tête de la rébellion tchadienne, en compagnie de son état-major ? Les Libyens ont peut-être craint, en effet, que Goukouni ne rallie, lui aussi, le régime de N'Djamena. Ce que Kadhafi n'aurait pas accepté d'un cœur léger, dans la mesure où il a jusque-là soutenu la rébellion — probablement pas sans arrière-pensées, si l'on songe aux richesses du sous-sol du Tibesti.

Depuis la disparition du D.c. 3, les événements se sont précipités au Tchad. A la mi-août, de violents combats ont opposé à Faya-Largeau, une oasis au sud du Tibesti, des factions rivales de la rébellion. Et cette fois, les Jaguar français, peu fiables il est vrai — deux d'entre eux



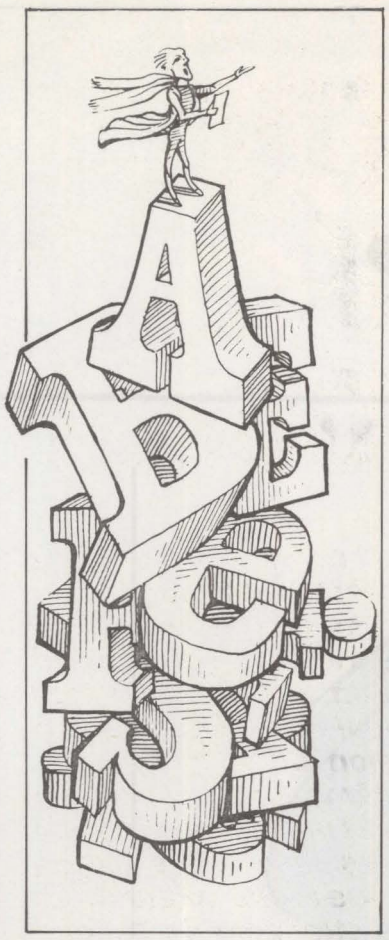
Le colonel Kadhafi

ont été abattus par des missiles —, ne sont pas intervenus. De leur côté, les conseillers techniques libyens auraient quitté le Tibesti.

Winter, Raucoules et Toutut ont-ils payé de leur vie les revirements de la diplomatie libyenne ? Ont-ils été contraints sur place de renoncer à leur mission ? A moins d'un accident sans témoins ? Hypothèse peu probable à une période de l'année où le trafic est aussi dense entre l'Italie et l'Afrique du Nord. Enfin, l'opération D.c. 3 n'était-elle que le premier volet d'une mission plus importante ? Autant de question sans réponses, alors que la lumière commence à se faire sur les dessous de cette opération.

DOMINIQUE CASTELLET

L'Unité n° 308



nos lecteurs ont la parole

Le débat que nous avons ouvert dans notre numéro 306 avec l'interview d'Evelyne Sullerot sur le problème du troisième enfant nous vaut un abondant et intéressant courrier. On lira ci-dessous trois prises de position significatives. Nous publierons la semaine prochaine d'autres contributions, dont celle que nous a adressée Françoise Gaspard.

Un choix de société

Depuis 1964, le taux de natalité baisse en France, c'est un fait. Le démographe peut, à partir des données actuelles et passées, indiquer des volumes probables de population pour les années à venir ; ces prévisions doivent rester très prudentes et ne pas transgresser les limites strictes imposées par les méthodes mathématiques simples utilisées pour ces calculs. Le démographe ou le sociologue (peu importe son étiquette) peut observer simultanément d'autres faits sociaux : baisse du nombre des agriculteurs et détérioration des aides à la famille depuis 1947, par exemple. Il peut mettre en évidence des corrélations statistiques étroites entre certains. Mais là s'arrête son savoir. Nul lien de causalité n'a pu être établi entre fécondité et travail féminin, pas plus d'ailleurs qu'avec un quelconque facteur, nulle loi sociologique n'a pu être posée et vérifiée. Hors la recherche d'un outil scientifique, sont à éviter les faux débats sur l'origine de la dénatalité : les causes éventuellement retenues ne seraient que le résultat de choix subjectifs.

La dénatalité traduit les contradictions des sociétés productivistes. C'est un problème fondamental auquel le capitalisme se trouve confronté. Pour survivre, il lui faut soit s'adapter au vieillissement de la population, soit tenter de le freiner : deux solutions utilisées conjointement, la seconde s'étant jusqu'à présent révélée vaine. Par l'encouragement nataliste, aider au sauvetage d'un type de société par ailleurs combattu est illogique. Craindre que le socialisme ne puisse s'instaurer et se développer harmonieusement sans une population « jeune » et en progression numérique est légitime, mais hasardeux ; peut-être est-ce vrai, encore faut-il le démontrer. En leur temps, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin s'opposaient violemment aux femmes sociales-démocrates qui, « soucieuses de ne pas donner aux capitalistes de la chair à travail », préconisaient « la grève des ventres ». Elles leur objectaient qu'il fallait se garder de diminuer la vitalité de la classe ouvrière : « Le peuple a besoin de nouveaux combattants. Les enfants qui grandissent montent vers la lumière. » Les facteurs démographiques ne sont pas par essence bons ou mauvais, favorables ou péjoratifs, ils sont adaptés ou non aux structures sociales et économiques souhaitées qui, réciproquement, les conditionnent.

Malgré un discours traditionnel de glorification de la famille et des valeurs qui lui sont attachées, il n'y a pas plus hostiles à l'épanouissement de celle-ci que les sociétés développées. Ni responsable ni coupable de la dénatalité, la femme est, en revanche, la victime principale de l'absence d'une véritable politique familiale : le manque de crèches, en particulier, atteint surtout les femmes salariées. Il leur appartient de lutter pour améliorer cette situation. Ainsi de nombreux problèmes qui préoccupent les femmes sont, comme la dénatalité, les preuves d'un échec de société. Les questions posées concernent les hommes et les femmes. Il serait d'un féminisme étroit de ne pas en apprécier tous les aspects, de se buter dans un particularisme égoïste rejetant sans nuance certains d'entre eux, au nom d'une pseudo-libération féminine. Si l'augmentation de la natalité apparaît obligatoire, si elle est la condition d'une société dynamique, susceptible de changement, l'enjeu est d'importance : c'est d'un choix de société qu'il s'agit, c'est le vrai problème que les femmes ne doivent pas éluder. Longtemps exclues et confinées dans des tâches secondaires, les femmes ont obtenu un certain nombre de droits : le droit de vote... le droit au travail, qui n'est pas le moindre, a été acquis par l'exigence de plus de responsabilités. Il en est et il en sera de même pour les autres droits : l'égalité homme-femme est inéluctable, mais à un terme que les femmes, par un refus inconscient des véritables choix, ne doivent pas elles-mêmes retarder.

(LOUISE BROCAS
4e section PariS)

Un diagnostic erroné

La baisse de la natalité en France est un vrai problème. Mais le diagnostic de Mme Sullerot comme les remèdes qu'elle propose me semblent erronés.

Pour Evelyne Sullerot, les Françaises devraient avoir au moins un troisième enfant. La hausse ou la baisse de la natalité constitueraient des phénomènes indépendants des idéologies et des structures économiques. Mais les difficultés économiques du pays, et notamment la lourde charge des retraites par répartition, pourraient se résoudre par l'élévation de la fécondité.

Avec Mme Sullerot, la France se transformerait en poulailler. Outre les contradictions que sa thèse présente, ni le mode de vie capitaliste, ni la crise économique, ni les atteintes qui frappent l'Education nationale n'ont d'importance pour la sociologue.

Les Françaises qui refusent d'avoir plus de deux enfants sont conformistes ou stupides. Conformistes, parce qu'elles obéissent à la mode malthusienne, incapables par elles-mêmes de savoir ce qu'elles veulent. Les luttes des femmes pour la contraception sont ainsi réduites à un simple phénomène de mode. Stupides, quand elles désirent avoir moins d'enfants pour leur assurer une « meilleure qualité de vie ». Les problèmes du logement, de l'alimentation saine, des loisirs et des vacances, de la tendresse familiale, des débouchés professionnels ne sauraient être soumis au nombre d'enfants ni aux sentiments d'angoisse et d'inquiétude qu'éprouvent les femmes dans la société actuelle.

Mme Sullerot attire notre attention sur une question essentielle. Mais la solution au problème de la natalité ne peut être trouvée dans un grand dessein socialiste pour notre pays.

La sociologue, qui se prévaut d'être socialiste, déclare dans « l'Unité » que « les tendances transcendent les structures ». Il s'agit de savoir si elle s'adresse en priorité aux lecteurs de l'hebdomadaire socialiste ou, par-delà les conseillers du président de la République qui viennent de la recevoir, à M. Giscard d'Estaing lui-même ?

(GISELE CHARZAT
membre du comité directeur
du P.s.)

Les gynécologues ne sont pas démographes

Curieuse lettre que celle de ce père de quatre enfants qui semble inciter à avoir plus de deux enfants parce que ceux-ci sont les principales victimes des accidents de la circulation ! S'il était femme il saurait que lorsque l'on conçoit VOLONTAIREMENT un enfant, on est bien loin de l'idée de la mort — de celle de cet enfant ou de ceux qui sont déjà nés. Par contre, le fait qu'il faille maintenant, à chaque instant, protéger ses enfants contre les accidents n'est peut-être pas étranger au refus du troisième enfant : en protéger deux est déjà une affaire épuisante.

Les propos d'Evelyne Sullerot qui ont inspiré cette lettre sont sans doute intéressants ; ils négligent toutefois un aspect du problème. Evelyne Sullerot s'étonne de l'attitude de certains gynécologues : ceux-ci ne sont ni démographes ni économistes, leur rôle est de préserver l'intégrité physique de leurs patientes. Or, la plupart des femmes qui subissent des troubles dus à un utérus délabré, des varices, etc., ont eu plus d'un ou deux enfants.

Par ailleurs, nos filles ont été baignées dans le culte du corps féminin parfait (films, revues, publicité, etc.). Il est donc fatal qu'elles hésitent à se compromettre. Si un jour une femme peut sans problème promener estomac, ventre et bourrelets tels que les hommes les exhibent sans la moindre gêne, peut-être cette préoccupation-là n'entrera-t-elle plus en ligne de compte. Mais pour le moment, bureaux, ateliers, laboratoires sont pleins d'images de nus féminins que nos (infantiles ?) collègues découpent et affichent (camarades socialistes compris !). Cette vision quotidienne imposée est peut-être aussi un des éléments du refus des femmes d'avoir plusieurs enfants, et toutes les considérations démographiques n'y changeront rien.

(JANINE LEBAR-DAUBRAY
35650 Le Rheu-Moigne)

Une lettre d'Hachette

En réponse à un écho paru dans notre numéro 305 (du 8 sep-

tembre), M. Gérard Worms, directeur général des Editions Hachette, nous écrit : « Vous accusez Hachette d'avoir suscité les difficultés des Editions Guy Authier en dénonçant unilatéralement leur contrat de distribution. Vous vous faites également l'écho d'un prétendu refus d'Hachette de payer à cet éditeur ce qui lui est dû.

Le contrat des Editions Guy Authier prévoyait une possibilité de dénonciation moyennant un préavis — qui a été respecté — de six mois. Par ailleurs, vous savez que le solde des relations financières entre éditeur et distributeur résulte à tout instant de la comparaison entre les sommes dues à l'éditeur par le distributeur pour les livres que celui-ci écoule et celles dues au distributeur par l'éditeur pour les livres retournés par les libraires. Le solde des Editions Guy Authier, compte tenu du dépôt de bilan, n'est pas celui que vous dites...

A la vérité, hélas, il y a de bons éditeurs et de moins bons et, quand il s'agit de ces derniers, déverser sur les libraires des livres qui ne se vendent pas n'est une solution ni pour eux ni pour personne. »

Gérard Meys nous écrit

« Vous avez cru devoir, dans votre numéro 305, paru à la date du 8-14 septembre 1978, publier le texte établi par les services de relations publiques d'Anne Sylvestre, ayant pour objet l'arrêt rendu par la Cour de Paris, à la date du 5 juillet 1978, le faisant suivre d'un commentaire qui se voulait désobligeant à mon égard... C'est ainsi que je me trouve, bien contre mon gré — car polémiquer avec un journal socialiste qui est en résonance avec moi n'est point dans mes habitudes —, dans l'obligation d'user, dans les termes de la loi du 29 juillet 1881, de mon droit de réponse.

En premier lieu, il me faut souligner que je n'ai point été partie au procès dont Anne Sylvestre fait état, pour le motif juridique très simple que ma personne physique est parfaitement distincte de la personne morale de la S.a.r.l. Productions Alleluia, et de celle de la S.a.r.l. Disques Meys.

En second lieu, je regrette que vous n'ayez pas cru devoir, dans un but d'édification personnelle, mener une petite enquête sur les conditions qui ont présidé à l'engagement de cette instance par Anne Sylvestre. De même, il eût été séant que vous vous enquériez de la teneur exacte de l'arrêt rendu. En tout état de cause, je prends note, avec regret, que vous participez aujourd'hui à une campagne de promotion. Je l'ai fait, aussi, en mon temps, et à une époque où il y avait quelque risque pécuniaire à le faire.

Interrogez donc Anne Sylvestre sur les conditions où elle m'avait demandé, au nom de l'amitié qui nous liait, de la dégager d'un contrat qu'elle estimait trop contraignant pour elle et qui la liait à un important éditeur de disques de la place.

Je suppose qu'elle ne manquera pas de vous dire que je l'ai alors aidée de mes deniers, bien que ni elle ni moi n'étions, à cette époque, bien fortunés. Il est vrai qu'Anne Sylvestre est une femme de peu de mémoire et de beaucoup de ressentiment... autre qu'artistique.

Je répondrais volontiers aux « margoulins » de la presse que mes clients Isabelle Aubret (depuis quinze ans), Francis Lemarque, Jean Ferrat (depuis dix-huit ans) ont le droit d'être en désaccord artistique sur des pochettes, que c'est là un exemple de la liberté d'opinion, et que cela ne justifie pas des condamnations méprisantes et superficielles. »

GERARD MEYS

Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été écrit dans notre numéro 305. Toutefois, si Gérard Meys le souhaite, nous pourrions publier des passages entiers de l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris le 5 juillet 1978 : il y est clairement écrit que les « agissements » de la société des disques Meys constituent « une atteinte à la personnalité et au droit moral d'Anne Sylvestre » et que « la Cour évalue à 20 000 francs le montant du préjudice ainsi causé à Anne Sylvestre ».

Nous prenons acte que la personne physique de Gérard Meys est parfaitement distincte de la S.a.r.l. Disques Meys. Mais nous ne sommes pour rien dans le fait que Gérard Meys ait prêté son nom à une S.a.r.l.... Et nous constatons qu'il commet lui-même dans sa lettre la confusion qu'il nous reproche : « Je l'ai fait, aussi... »

Gérard Meys affirme dans sa missive avoir aidé Anne Sylvestre de ses deniers. Interrogée sur ce point, Anne Sylvestre nous a précisé :

« Lorsque j'entrai aux Disques Meys, Philips nous fit un procès, aux Disques Meys et à moi-même. C'est « l'important éditeur de la place » dont parle Gérard Meys. Nous fûmes condamnés à payer une somme « in solidum ». En fait, ce fut moi qui payai ! Et les Disques Meys sont condamnés, par l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 6 juillet 1978, à me rembourser ce que j'ai versé à leur place, à savoir 15 499,29 francs. »

La condamnation dont parle Anne Sylvestre figure bien en page 6 de l'arrêt cité. Sans commentaire.

ATTENTION AU 13 OCTOBRE !

Lorsque « l'Unité » est reparue, il y a quelques semaines, après l'interruption du mois d'août, nous avons évoqué les projets que nous formions pour enrichir le journal et lui assurer un nouveau bond en avant. Projets fondés sur notre conviction, qui se renforce de jour en jour, que la progression de « l'Unité » est l'une des conditions en même temps qu'un des éléments du développement du Parti socialiste.

Les nombreuses lettres que nous avons reçues nous confirment aussi que militants et sympathisants socialistes attendent de ce journal qu'il soit plus ouvert à l'information sur la vie du P.s., aux débats qui se déroulent en son sein ou autour de lui, qu'il soit aussi un lieu de confrontation et de réflexion sur les grands problèmes qui se posent à la gauche en France et en Europe.

Telles sont donc les directions vers lesquelles « l'Unité » va s'orienter davantage encore. Hebdomadaire du Parti socialiste, ce journal entend s'ouvrir, sans discrimination, sans sectarisme et sans tabou, à toutes celles, à tous ceux que préoccupe l'avenir des forces populaires.

Le numéro 310 (daté du vendredi 13 octobre) sera le point de départ de ce nouvel effort, qui coïncidera avec le lancement d'une grande campagne de promotion du journal à laquelle nous vous demanderons d'apporter votre concours en le diffusant le plus possible autour de vous.

Ce jour-là, entre autres choses, débutera dans nos colonnes une enquête d'une brûlante actualité, à laquelle participeront de grandes signatures comme de simples militants, pour tenter de préciser ce qu'est le socialisme aujourd'hui en Europe, quelles sont ses chances pour demain et quelle est la voie à suivre pour vaincre les obstacles qui ont empêché jusqu'ici, où que ce soit, d'allier la rupture avec la société capitaliste et le respect de la démocratie pluraliste. On voit, au simple énoncé de ces questions, l'immensité de l'enjeu, qui ne concerne pas que notre pays. Commencer à y apporter des réponses sera notre ambition.

Nous vous donnerons plus de précisions la semaine prochaine, mais dès aujourd'hui retenez la date du 13 octobre et préparez-vous à assurer à « l'Unité » de ce jour-là la plus large diffusion.

L'ŒIL DU MONSTRE FROID

Bonne surprise dans la production cinématographique française, trois films qui s'attaquent au monstre froid du capital et à ses affidés : les servants de l'informatique et de l'espionnite

La première image de « l'Argent des autres », de Christian de Chalonge, c'est l'objectif d'une caméra de surveillance épiant tout ce qui bouge dans le hall d'un « institut de sélection » pour cadres en quête d'emploi. Parfait prolongement de deux autres films français, « l'Ordre et la Sécurité du monde» et « le Dossier 51 », où de semblables yeux électroniques s'associent au cerveau des ordinateurs pour mettre sous contrôle des hommes réduits à l'état de pions manipulés : c'est ce thème très fort qui court au long des trois œuvres et, du coup, procure brusquement à une part de notre production cinématographique une dimension à laquelle elle s'efforce trop rarement.

« Donnez-nous le meilleur de vous-même et nous saurons le mettre en valeur », claironne un panneau de l'« institut de sélection » évoqué plus haut. Tout ce que Henri Rainier possède maintenant, c'est le goût de la vengeance. Fondé de pouvoir d'une grande banque, il comptait parmi les clients qu'il devait « traiter » un séduisant chevalier d'industrie avec qui la direction de la banque s'est lancée dans d'acrobatiques affaires — ces affaires qui ne sont jamais que « l'argent des autres », dit Dumas fils —, et cela jusqu'au scandale financier.

Ainsi Rainier est-il devenu le bouc émissaire, celui que ses patrons chassent, que ses amis trahissent, que seules sa femme et une déléguée syndicale restent à soutenir dans sa résistance face à des puissances dont ce naïf « apolitique » s'efforçait de ne pas voir la cruauté et la duplicité innées... On a pu reconnaître là, soit dit au passage, bien des éléments de l'authentique affaire Lipsky.

C'est une sacrément bonne surprise de retrouver le talent aigu du réalisateur de « O salto », onze ans après, dans une œuvre d'une telle force, sur un sujet pareillement fort lui aussi. A côté de deux ou trois personnages ratés (le journaliste, la syndicaliste trop vite reléguée) et parfois d'une raideur d'allure excessive, on n'est pas près, en revanche, d'oublier le début baroque dans la banque éclairée aux bougies ou, à l'autre bout de « l'Argent des autres », mobile mais silencieuse, la mer de visages des victimes de l'escroquerie dans les couloirs du tribunal...

L'Argent-Pouvoir contre lequel se bat Rainier, celui de la banque, celui des opérations financières, c'est aussi celui qui fait tressauter les chiffres des cadrans lumineux où les grandes Bourses mondiales toujours via les ordinateurs, inscrivent leurs scores au générique de « l'Ordre et la Sécurité du monde », de Claude d'Anna.

Là encore — même si souvent le film est assez mal maîtrisé malgré sa sophistication, ses défauts un peu agaçants, ses clins d'œil un peu appuyés au maître Alfred de « la Mort aux trousses » et au Wim Wenders de « l'Ami américain »... —, on va droit et vite à l'essentiel : la difficulté de l'individu à affronter à mains nues des forces qui ne sont pas d'obscurs démons mythologiques, mais les monstres omnipotents du jeu politico-économique. Qui, dans ce cas précis, s'appellent firmes multinationales.

La différence, c'est que, au contraire de Rainier, le héros (ou l'anti-héros) de d'Anna connaît d'emblée l'échiquier où une main déplace le pion qu'il sait être. Simplement, ce journaliste un peu marron pense-t-il pouvoir, malgré tout, constamment dominer la situation dans ces limites étroites ? Tout va se trouver faussé par l'intrusion hitchcockienne, due au hasard, d'un personnage « innocent » : une petite-bourgeoise en virée d'adultère. La voilà jetée dans la sombre poursuite où deux trusts, la Suisse des banques, un Africain promis au coup d'État, les services américains, un fonctionnaire du Quai d'Orsay et des « experts » cosmopolites s'intéressent à un dossier destiné à manipuler l'opinion afin de compromettre la compagnie new-yorkaise au profit de la société allemande...

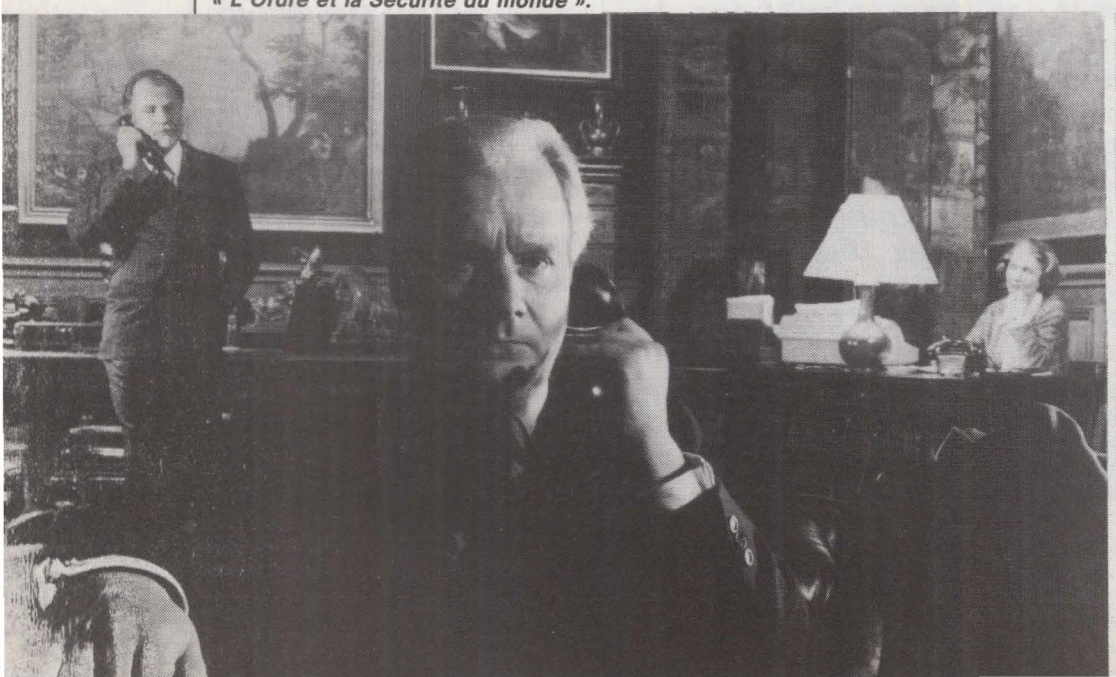
Ce pourrait être simplement une partie de Monopoly géant. Mais la tragédie a vite une odeur de mort dès que la machine anonyme s'emballe : plus personne ne parvient à la désamorcer. Elle broie, aveuglément.

Regardons-la à l'œuvre aussi dans « le Dossier 51 », de Michel Deville. Curieusement, ce sont des terminaux d'ordinateur couverts de signes, qui envahissent le générique de ce film de la même façon que celui de « l'Ordre et la Sécurité du monde ». Suit une histoire dont l'anecdote est fort simple : comment le contrôle discret mais poussé d'une organisation sur la vie (présente et passée) et l'entourage d'un haut fonctionnaire ne s'arrête qu'une fois la faille trouvée... Là encore, il s'agit finalement de marchés à conquérir, donc d'argent à accumuler, de pouvoir à prendre.

Toujours l'œil braqué, toujours la machine-cerveau, toujours le pion inconscient poussé sur l'échiquier...

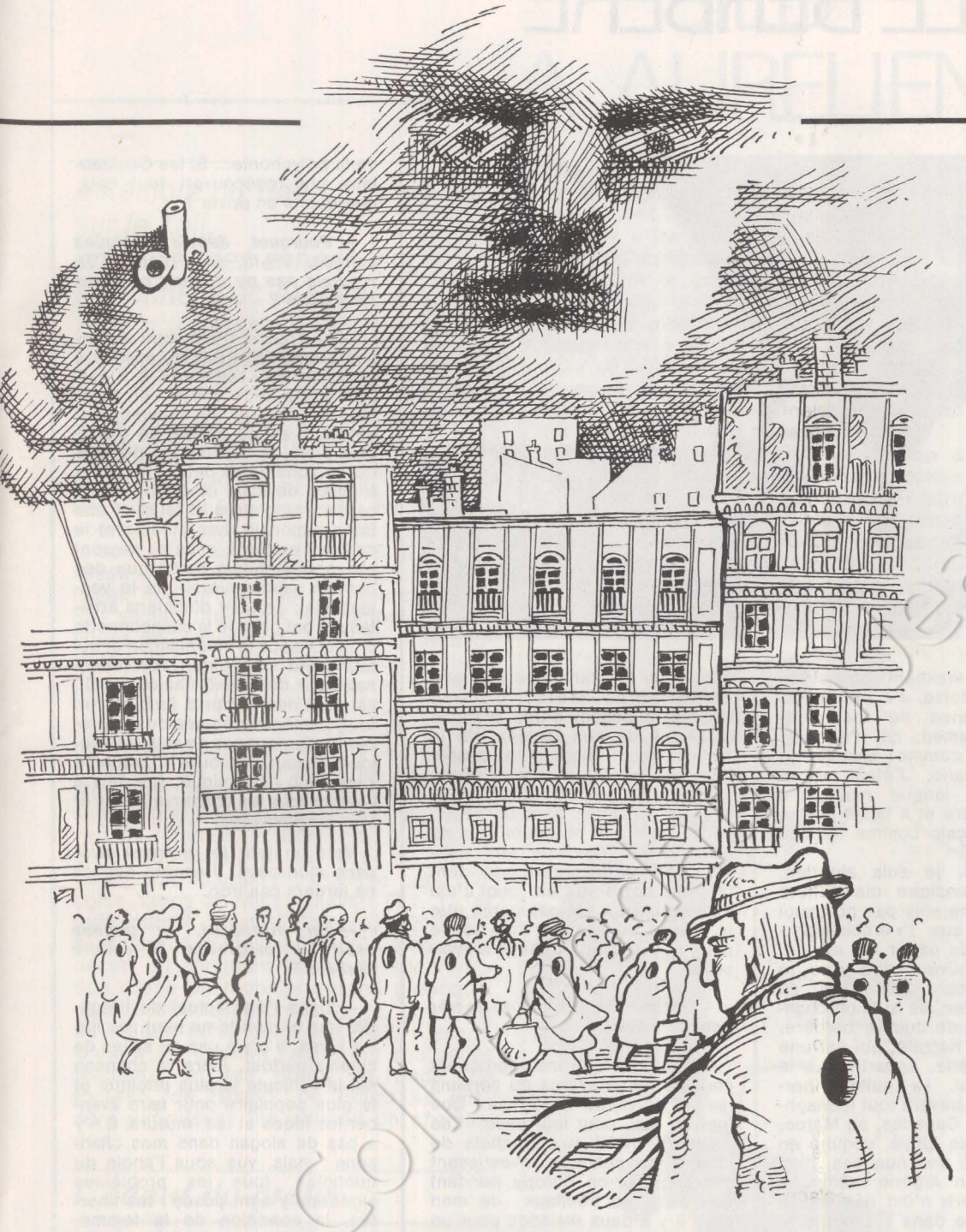
Le livre de Gilles Perrault d'où vient le film était un dossier uniquement composé de rapports d'agents. Se contenter d'en tirer l'« histoire », n'avait aucun sens. Deville — un cinéaste qui a longtemps caché son jeu sous les joliesses de « Benjamin » ou de « la Femme en bleu » — a

« L'Ordre et la Sécurité du monde ».



« L'Argent des autres ».





cherché et trouvé des équivalences originales : son film-enquête, mené par de patients ronds-de-cuir de l'espionnage, glanant et mettant en fiche la plus minime information, c'est une « caméra subjective » (c'est-à-dire solidaire du regard des enquêteurs, qu'on ne verra jamais) qui le présente. « Un point de vue anonyme, explique le réalisateur. L'emploi de la caméra subjective illustre la fonction d'un agent : n'être que deux yeux et deux oreilles. »

Une voix « off » lisant des rapports, des interviews de témoins, la présence dans « le Dossier 51 » du personnage principal uniquement en photo ou bouts de pellicule enregistrés clandestinement, les commentaires blasés ou sarcastiques des enquêteurs invisibles, tout cela — et l'humour de Deville — contribue à la « distance » recherchée. Ne vit dans le film que ce qui est rapporté dans le dossier.

Cet étonnant travail de cinéaste va lentement dessiner pour nous, comme en biais, le portrait de la cible qu'il faut « s'approprier » : l'espionné n° 51. Un innocent, qu'on est en train de violer psychologiquement sous nos yeux à nous, spectateurs. Plus faible encore de ne pas se douter un instant qu'il est traqué par des regards impitoyables, ausculté dans ce qu'il ne peut défendre : son inconscient.

« Si un service a décidé d'aller jusqu'au bout, ajoute Deville, il peut tout savoir de nous, de vous, et davantage même que vous n'en savez. »

Nous, vous. Ce ne sont peut-être pas seulement les hauts fonctionnaires qui du jour au lendemain peuvent avoir à subir le vol-viol des nouvelles technologies aux mains de pouvoirs peu scrupuleux...

SERGE RICHARD

** Christian de Chalonge : « l'Argent des autres » ; Claude d'Anna : « l'Ordre et la Sécurité du monde » ; Michel Deville : « le Dossier 51 ».*

« Le Dossier 51 ».





DJAMEL LE BERBERE

La chanson l'a sauvé. Ses chansons sauveront d'autres Algériens de la déculturation. A quoi rêve le Berbère Djamel Allam ?

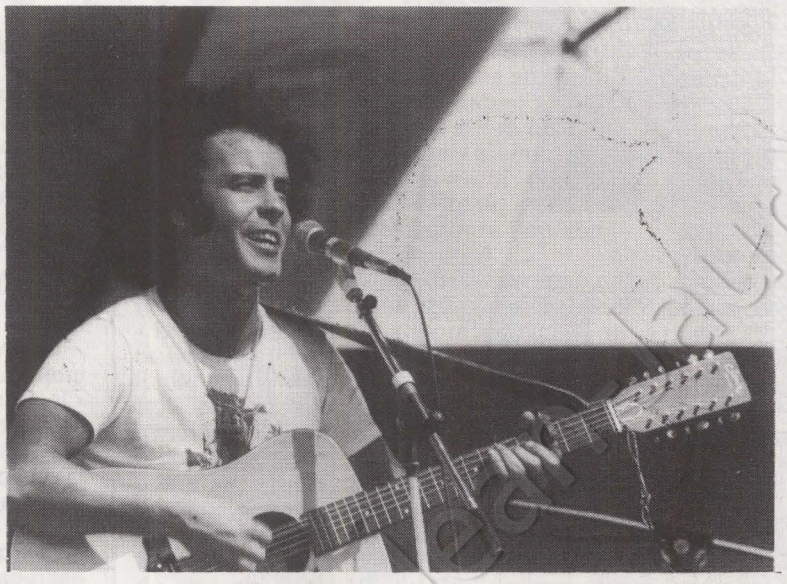
En trois ans, Djamel Allam (1) a parcouru à peu près toutes les villes de France. Il a même chanté dans des villages. Il se sert pourtant d'une langue que peu (c'est un euphémisme !) de Français comprennent : le berbère. Alors, pourquoi, à chaque concert, remue-t-il le public ? Sans doute parce qu'il traduit chacune de ses chansons en français avant de les interpréter : leur contenu touche aussi bien un Français qu'un Algérien. Surtout parce que sa musique est de la dynamite : quel rythme ! Impossible de rester « le cul dans son fauteuil ». Chaque chanson, d'entrée violemment syncopée, vous secoue tout entier, vous attrape et vous dit : « Lève-toi et danse ! » Et chacun de danser, irrésistiblement, naturellement.

Djamel Allam parle aux corps. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'adresse pas aussi aux esprits. Ses chansons ne sont ni neutres ni mièvres. Elles disent les colères, les espoirs et les angoisses d'un Algérien de trente ans et, à travers lui, de toute la jeunesse algérienne. Elles sont faites de son passé de petit Kabyle sans horizon, de colonisé sans droits. De son passé d'immigré aussi : à quoi rêvait-il quand il débarqua à Marseille, sur les quais de la Joliette, le 1er avril 1967 ? Après avoir été l'ennemie, la France devenait l'Eldorado. Djamel venait du soleil, et la France ne lui offrit que la grisaille : les travaux pénibles ou stupides. Pour quel avenir ? Pourquoi donc avait-il pris sa valise, Djamel ?

La chanson l'a sauvé. Ses chansons sauveront d'autres Algériens de la déculturation, de l'américanisation. A quoi rêve-t-il aujourd'hui, le fier Berbère Djamel Allam ?

— Quel est ton identité exacte : Algérien ? Kabyle ? Berbère ?

DJAMEL ALLAM. — Je suis né, administrativement, Français musulman. Et à l'école on m'a fait apprendre la même chose qu'à toi : « Nos ancêtres les Gaulois, etc. » Je n'ai jamais été dupe. Je



ne me suis vraiment jamais cru d'origine gauloise. J'ai peu à peu pris conscience de ma différence : Mohamed, ce n'est pas tout à fait comme Marcel ou David ou Mario. J'était né en Kabylie, ma langue maternelle était le berbère et il fallait que je parle le français comme Marcel. Bizarre, non ?

Aujourd'hui, je suis algérien, mais je revendique ma culture berbère. Je ne vois pas pourquoi j'accepterais que l'« arabisation » m'empêche de parler ma langue. J'entends souvent dire que je suis un chanteur kabyle. Non, ça ne signifie rien. Je suis un chanteur algérien de culture berbère. Parce que la Kabylie, qui est une région d'Algérie, appartient à la berbérophonie. La culture berbère existe à travers tout le Maghreb : aux îles Canaries, au Maroc, en Tunisie, en Libye, comme en Algérie. Avec des nuances, bien sûr : ainsi en Algérie même, la langue berbère n'est pas tout à faire la même dans les Aurès et en Kabylie.

— Chanter en berbère, ça peut paraître un peu exotique... Tu as des velléités régionalistes, particularistes ?

— Pas du tout. J'ai des idées plutôt internationalistes. Je ne chante pas que pour les Berbères, je chante pour tous les Algériens, je chante en France, j'ai chanté à Cuba, je chanterai ailleurs. Et je ne rencontre aucune difficulté de communication : ma musique parle à tout le monde. Je refuse en fait de me réfugier dans le « berbérisme » militant : je ne me gêne pas pour mettre des mots d'arabe ou de français dans mes chansons. Je ne suis pas un puriste, ni un fanatique du traditionalisme. Mais, comme l'oiseau a besoin d'une branche et l'arbre de ses racines, de la même façon l'homme a besoin d'une langue maternelle et d'une culture. Les tiennes sont françaises, les miennes sont berbères. Je ne vois pas pourquoi l'un de nous devrait renoncer aux siennes. Refuser de perdre son identité, je ne vois pas en quoi c'est exotique. Ce n'est pas parce que je chante en berbère que je ne peux pas dire des choses universelles...

— Pour un Maghrébin, tu es très occidentalisé...

— C'est ce que me reprochent certains bureaucrates ou certains riches arrivistes algériens. Que font-ils, eux, pour leur pays ? Les premiers vivent aux crochets de l'Etat ; les seconds investissent des capitaux en Europe pendant que dans les hôpitaux de mon pays il y a deux malades pour un seul lit ! Moi, je sais ce que je fais : une musique moderne, une chanson contemporaine ; et, sur les stades, dans les cours des écoles en Algérie, les jeunes et les enfants me fredonnent ou me chantent. En berbère ! Pas en américain, comme c'était le cas il n'y a pas encore très longtemps !

Evidemment, il y a des basses, une batterie et des trompettes pour m'accompagner quand je chante. Mais pourquoi avoir honte d'utiliser ces instruments occidentaux ?

Il y a des milliers d'années, les Nubiens, avec de grands roseaux dans les vallées, avaient obtenu les sons de la guitare électrique, les mélanges d'un synthétiseur, les effets de la stéréophonie et de la polyphonie... Si les Occidentaux ont redécouvert tout cela, pourquoi s'en priver ?

— Pourquoi, depuis quelques années, vis-tu en France ? Tu n'aurais pas pu devenir chanteur en Algérie ?

— La France, c'est notre Amérique à nous. Si tu as du succès à Paris, tu es « reconnu » à Alger. Mais il y a autre chose : en Algérie, les moyens techniques font défaut. Il existe encore un monopole privé de maisons de disques qui exploitent des petits chanteurs à raison de mille dinars pour une bande enregistrée. Il faudrait une firme nationale. Les studios et le matériel existent, mais ils ne sont pas opérationnels parce que des petits « paperassiers » ne le veulent pas : ce sont d'anciens artistes qui ont poussé la chansonnette d'amour sous la colonisation et qui fabriquent du refrain révolutionnaire sur commande aujourd'hui ; ils n'ont rien compris, ils bloquent tout, par incompétence ou par prudence. Surtout pas de vague ! Toujours la peur. Toujours le destin, le « mektoub » islamique, qui sert à justifier tous les conservatismes et tous les privilèges.

Mais un jour je rentrerai vivre dans mon pays. J'espère que ça ne tardera pas trop.

— En attendant, tu penses avoir fait progresser la culture berbère ?

— Dans l'état actuel de l'Algérie, tout le monde ne peut pas lire les livres, il n'y a pas de salles de cinéma partout. Alors, la chanson est le véhicule le plus pratique et le plus populaire pour faire avancer les idées et les mœurs. Il n'y a pas de slogan dans mes chansons ; mais, vus sous l'angle du quotidien, tous les problèmes algériens y sont posés : les libertés, la condition de la femme, l'émigration, la délinquance enfantine, etc. Soulever toutes ces questions en langue berbère, ça me semble utile à l'Algérie et à la berbérophonie... Mais il faut que mes chansons servent aussi à ouvrir les oreilles berbères aux bruits du monde entier : je rêve de chanter, un jour, accompagné par un orchestre andin ou par les Pink Floyds.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Il chante à Paris, à la Cour des Miracles (23, avenue du Maine, 15e), du 2 au 28 octobre. Il a enregistré deux disques en France : « Arjouth » (l'Escargot ESC 332, distribution C.b.s.) et « les Rêves du vent » (l'Escargot ESC 357, distribution C.b.s.)

LE NOIR SIED A AURELIEN

A l'ombre du Bœuf sur le Toit, un dandy des années vingt fredonne avec Aragon qu'il n'y a pas d'amour heureux

Quand en 1942, au plus noir de la Seconde Guerre mondiale, Aragon écrivit « Aurélien », il avait en tête le fantôme d'un ami perdu, Drieu La Rochelle, rallié au fascisme moins sans doute par conviction que par désenchantement. Rescapé de 1914-1918, il y avait laissé sa jeunesse dont la disparition le faisait souffrir comme un membre mort. Ses succès littéraires, ses ambitions politiques ne l'avaient pas guéri de cette nouvelle forme du mal du siècle que Cocteau nommait « la difficulté d'être » et qu'incarnerait plus tard le Hussard bleu de Roger Nimier. Ainsi se prolonge un courant romantique, nourri d'illusions perdues.

Aragon en tira une sorte de Grand Meaulnes amer, l'histoire d'un amour sans espoir entre Aurélien, l'homme couvert de femmes, et Bérénice, provinciale éprise d'absolu. Si le livre n'a guère vieilli, son adaptation, réalisée par Françoise Verny et Michel Favart (T.f. 1, les mercredis 4, 11 et 18 octobre, à 20 h 30), sent parfois le musée Grévin. Le souci du décor, du clinquant l'emporte sur l'émotion. Dans un mobilier garanti d'époque, comme disent les brocanteurs, des gens du monde échangent des traits d'esprit. C'est à qui épatera l'autre par ses belles relations, et les noms de Dada, de Picasso, de Briand, de Poiret se croisent par-dessus les coupes de champagne.

L'odeur du gratin

Nous, public béotien, nous bâillons aux corneilles, en attendant que l'action se déclenche. Survient Bernard-Henri Lévy. Oui, vous m'avez bien lue, notre jeune « nouveau philosophe », attiré par l'odeur du gratin, soucieux de figurer toujours à la pointe de la mode (fût-ce celle des années vingt), s'est glissé dans la peau d'un poète surréaliste. A son entrée, la maîtresse de maison s'exclame :

« Mon cher ! Vos souliers ! Allez donc à la cuisine qu'on vous les nettoie ! »

Et B.-H. L. de s'éclipser, furieux. Mais vous le reverrez, rassurez-vous. Pour les besoins du rôle, il martèlera un air de jazz au piano, fera trempette dans une rivière, s'ébattra dans un lit aux côtés (ou plutôt au-dessus) de Françoise Lebrun, l'interprète de Bérénice, et mourra le flanc transpercé par un canif. Médiocre musicien, nageur prudent, il pratique en amour un jeu dorsal, tout en flexions profondes des bras, dont la fougue, soulignée de « han ! han ! », coupe le souffle de sa partenaire.

Lors de la présentation à la presse, cette performance provoqua l'hilarité des jaloux qui n'entendent rien à la « nouvelle philosophie ». Ils se poussaient du coude pour se montrer, dans l'assistance, le virtuose de l'étreinte qui, lui, n'avait d'yeux que pour son image. Dès qu'elle disparut de l'écran, il se leva et quitta la salle.

Pour le personnage d'Aurélien, on a choisi Philippe Nahoun, ancien directeur de « Libération ». Sans doute André Glucksmann n'était-il pas libre... Le résultat ne manque ni de charme ni d'ironie, seulement d'un peu d'âpreté.

Relisez Aragon. Son héros crève d'ennui à petit feu. Il jette sur le Tout-Paris et sur lui-même un regard dénué d'indulgence. Ancien combattant de trente ans, il s'étonne d'avoir risqué sa vie pour la gloire de la IIIe République. Et maintenant, que faire ? Travailler ? A quoi bon, lorsqu'on a des rentes ?

Il court les dîners en ville, collectionne les maîtresses, s'encanaille dans les mauvais lieux et tombe, par inadvertance, dans le piège de la passion. Si Bérénice lui cédait, il n'y aurait pas grand mal. Une femme de plus... Aux suivantes ! Mais elle résiste, elle se dérobe, fermée sur son secret comme l'Inconnue de la Seine, cette jeune noyée dont le masque au sourire énigmatique fascine Aurélien.

Une enquiquineuse !

S'agit-il de chasteté, voire de frigidité ? Cette hypothèse ne résiste pas aux démonstrations de Bernard-Henri Lévy. « C'est tout simplement une enquiquineuse », concluront les téléspectateurs allergiques au romantisme.

Et lorsqu'elle s'écroulera, frappée par l'une des premières balles allemandes, Aragon prononcera ce curieux éloge funèbre : « C'est un bonheur d'aimer une morte. On en fait ce qu'on veut. »

Pauvre Aurélien, incapable de profiter d'une telle aubaine et qui, considérant que la France a péri, elle aussi, s'enfonce dans un double deuil ! Encore heureux que le noir lui aille bien !

GABRIELLE ROLIN



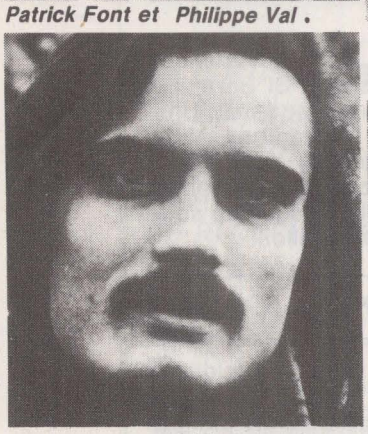
Bernard-Henri Lévy, vu par Solo.



Françoise Lebrun.

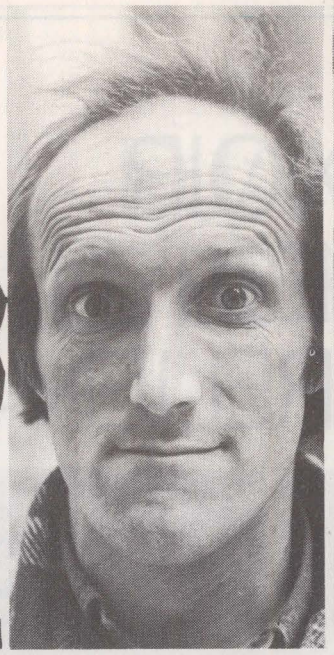


Patrick Font et Philippe Val.

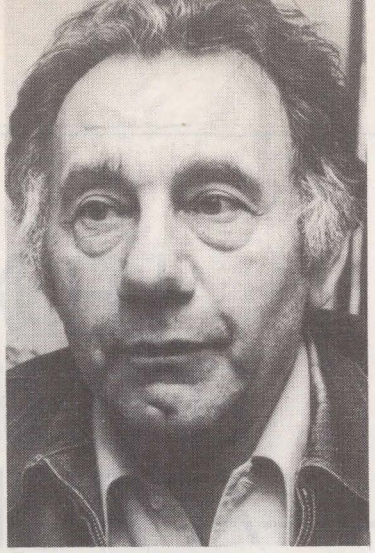




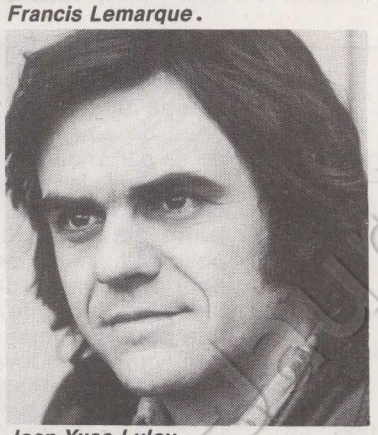
Sylvie Joly.



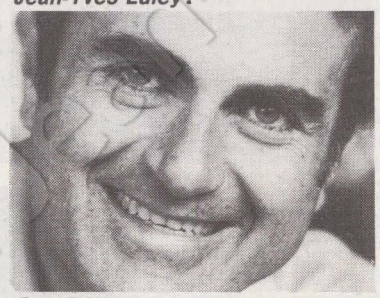
Rufus.



Francis Lemarque.



Jean-Yves Luley.



Guy Béart.



Colette Magny.



au risque de vous plaire

spectacles

Où sont-ils ? A Paris

* ***Marino :*** à l'Aire-libre (3, impasse de la Gaîté), du 3 au 28 octobre.

* ***Michel Boy :*** dans son spectacle « la Crosse en l'air », de Jacques Prévert, au Point-Virgule (7, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie), à partir du 6 octobre.

* ***Susana Rinaldi :*** « l'Ame du tango argentin », au Théâtre de la Ville, du 17 octobre du 4 novembre.

* ***Teca et Ricardo :*** un couple brésilien, à la Péniche-Théâtre (quai de Valmy), du 1er au 17 octobre.

* ***Jean-Yves Luley :*** au Lucernaire-Forum, du 3 au 31 octobre.

* ***Guy Béart :*** à l'Olympia, du 18 octobre au 5 novembre.

* ***Mama Béa Tékielski :*** à l'Olympia, le 30 octobre.

* ***Francis Lemarque :*** dans son spectacle « Paris Populi », au Théâtre de l'Est parisien, du 3 au 29 octobre.

* ***Weather Report :*** au Pavillon de Paris, le 4 octobre.

* ***Bette Midler :*** au Palace, le 10 octobre.

* ***Steve Hackett :*** à Mogador, le 16 octobre.

* ***The Kinks :*** à Mogador, le 30 octobre.

* ***Guy Bedos :*** à Bobino, à partir du 3 octobre (voir « A ne pas manquer », ci-dessous).

* ***Jacques Bertin :*** à la Gaîté-Montparnasse, jusqu'au 7 octobre.

* ***Djamel Allam :*** à la Cour des Miracles, du 2 au 28 octobre (voir notre article, page 30).

* ***Marie-Paule Belle :*** à l'Olympia, du 3 au 15 octobre.

* ***Yacoub :*** « le » chanteur de folk français, à la Mûrisserie de Bananes (15, rue des Halles), du 4 au 10 octobre.

* ***Les Frères Jacques :*** au Théâtre de l'Est parisien, le 12 octobre.

* ***Sylvie Joly :*** au Théâtre de la Renaissance, à partir du 4 octobre.

* ***Sergio Ortega + Taller Recabarren :*** au Campagne-Première, jusqu'au 30 septembre.

En Banlieue

* ***Michel Ypar :*** à Fresnes, le 7 octobre.

* ***Les Frères Jacques :*** à la maison de la culture de Nanterre, le 29 septembre.

* ***Alan Stivell :*** à Nanterre, le 30 septembre.

* ***Archie Shepp :*** à Nanterre, le 18 octobre.

* ***François Béranger :*** au théâtre de Boulogne-Billancourt, du 11 au 18 octobre.

* ***Mama Béa Tékielski :*** à Fontenay-le-Compte, le 5 octobre.

* ***Rufus :*** à Malakoff le 29 septembre et à Fontenay-le-Fleury le 7 octobre.

* ***Les Mummenschanz :*** au théâtre de Boulogne-Billancourt, du 3 au 8 octobre.

* ***Font et Val :*** à Montreuil, le 27 octobre.

* ***Yvan Dautin :*** à Yverres le 30 septembre et Vitry-sur-Seine le 7 octobre.

à ne pas manquer

Bedos nouvelle manière

Il y a déjà treize ans, en 1965, Guy Bedos passait pour la première fois à Bobino. Il s'installe une nouvelle fois sur la scène de la rue de la Gaîté. Il y restera du 3 octobre au 3 décembre.

Un tout nouveau spectacle. Pas seulement parce que Bedos s'en vient avec une quinzaine de sketches inédits. Surtout parce que son style a changé depuis son « show » de 1976. Il improvise toujours, mais de façon plus contrôlée, moins folle : après le rodéo, c'est la haute école.

Le ton est différent aussi : mars 1978 est passé par là, et Bedos donne dans le soliloque postélectoral ; de son désenchantement et du nôtre il nous propose de rire. L'humeur a basculé : l'ironie a succédé à la hargne. « Maintenant, nous a-t-il dit, je cherche délibérément plus à faire rire qu'à faire enrager. Mais je ne fais pas du sirop d'orgeat pour autant ! »

Il se rapprocherait plutôt du cinéma italien actuel : politique du quotidien et du vécu, d'abord. Ce qui ne manquera pas de faire encore grincer quelques dents...

Bonjour le cirque !

Les cirques meurent beaucoup ces derniers temps. Le cirque Bonjour, lui, vit. Il y a plusieurs années que Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thierrée l'ont créé. Mais ce n'est pas un cirque comme les autres ; il n'appartient pas au monde de l'industrie du spectacle. Le cirque Bonjour est un tout petit cirque qui tourne avec douze personnes.



Sous son chapiteau, on ne voit ni dressage de fauves ni saut de la mort. C'est plutôt la poésie qui règne : merveilleux, humour et dérision sont en permanence de la fête. Pas d'esbroufe, seulement quelques jeux de masques ou de foulard, quelques numéros de bulles de savon, un ours sur un fil, des chiens un peu fous et des équilibristes légers, légers...

C'est le cirque à l'envers, démystifié, et qui donne à rêver. Victoria et Jean-Baptiste vous y accueillent sur fond de limonaire ou de musique pop, au gré de leur fantaisie. Ils sont à Paris, dans le quartier des Halles, sous un chapiteau installé rue Pierre-Lescot, du 3 au 31 octobre. Clowns et poètes à la fois.



Susana Rinaldi.

En Province

* ***Colette Magny :*** à Amiens le 5 octobre et au Havre le 20.

* ***Valeria Munnariz :*** à la maison de la culture de Grenoble le 10 octobre.

* ***Angel et Isabel Parra :*** *à Grenoble le 13 octobre.*

* ***Karaxu :*** à Grenoble le 20.

* ***François Béranger :*** à Bourg-la-Roche (La Roche-sur-Yon) le 5 octobre et Martigne-Briand le 7.

* ***Michel Buhler :*** à Uckange le 26 octobre.

* ***Chants et danses des Ségatiers de l'île Maurice :*** à la maison de la culture de Rennes le 3 octobre.

* ***Yvan Dautin :*** à Saint-Pierre-des-Corps le 29 septembre, à Dieppe le 6 octobre, Vierzon le 18, à Lyon (Bourse du travail) le 19, à Brest le 24, à Nantes le 25 et à Angers le 28.

* ***Catherine Ribeiro :*** à Chartres le 29 septembre, à Grenoble le 7 octobre et à Saint-Nazaire le 21.

* ***Areski et Brigitte Fontaine :*** à Crest le 5 octobre, à Tulle le 7, à Lyon du 9 au 15, à Dijon le 25 et à Lillers le 27.

* ***Michèle Bernard :*** à Toulouse les 6 et 7 octobre, à Tarbes du 10 au 15, à Bordeaux du 16 au 21, à Limoges, le 25, à Clermont-Ferrand le 26 et à Saint-Flour le 27.

* ***Les Quilapayun :*** à Fougères le 13 octobre.



Romans

**** Maurice Achard : Ne quittez pas (Sagittaire).***

Elle est partie. Il l'attend. Il achète un répondeur automatique... au cas où elle se manifesterait. Il se lasse, s'adresse à une agence matrimoniale, répond à une petite annonce dans « Libé ». C'est plein de jeux de mots et de belles formules. C'est la copie d'un élève brillant qui a du savoir-faire.

**** Christian Dedet : le Soleil pour la soif (Julliard).***

Des coopérants dans l'Algérie d'après l'indépendance : fuite de l'Europe, nomadisme et rêves chimériques, soleil. Ce pourrait être l'Islam vu par Hemingway. Ce n'est que du sous-Montherlant : trop « écrit » pour être poignant.

**** Catherine Paysan : le Clown de la rue Montorgueil (Denoël).***

La vie du vieil homme défile : comédien et clown, prisonnier de guerre, mari et père... Ses souvenirs reviennent au galop et adoucissent sa dernière épreuve : les promoteurs le chassent de sa demeure. La vie lui aura été cruelle, qu'il aimait tant... Catherine Paysan a l'art de ces gentils pastels.

**** Robert Stone : les Guerriers de l'Enfer (Sagittaire)***

Prétexte : une folle course-poursuite pour un paquet d'héroïne à travers les Etats-Unis. But évident : peindre un tableau féroce de la réalité américaine contemporaine, démonter le mécanisme de la décadence et souligner l'ampleur du sinistre. Tout est drogue, désespoir, corruption, violence et fureur. Loin du morbide d'un Bukovski, Stone exprime un vrai mal de vivre. Cette saga inspirée annonce un grand écrivain. →



vendredi 29 septembre

A. 2

Fenêtre sur... Graham Greene. Le grand romancier britannique évoque son enfance (17 h 25).

Les méconnus de l'histoire : chercheurs et témoins confient à Bernard Pivot leur version des événements (21 h 30).

« La nuit des forains » : Ingmar Bergman suit les pérégrinations d'un petit cirque (22 h 45).

F.r. 3

La Pologne à vingt ans. Quand les jeunes Polonais jugent leur régime (20 h 30).

« Nous n'irons plus aux champs » : un paysan se résigne à devenir ouvrier. Un chef-d'œuvre de cinéma-vérité (21 h 30).

samedi 30 septembre

A. 2

« De guerre lasse » : les mutineries de 1917, vues par le petit bout, ensanglanté, de la lorgnette (20 h 35).

F.r. 3

« Le Bossu » : l'increvable mélo de Paul Féval. (20 h 30).

Thalassa : le règne des grands voiliers (22 h 35).

lundi 2 octobre

T.f. 1

Hommage à Jean Cocteau, avec « les Parents terribles », portrait d'une mère abusive (20 h 30) et « la Voix humaine », pièce-monologue qu'immortalisa Piaf (22 h 10).

A. 2

Louise, le bébé-éprouvette, la plus célèbre petite fille du monde (21 h 35).

Europe de l'Est et de l'Ouest : les problèmes de la défense vus par un spécialiste, Jacques Huntzinger (22 h 35).

F.r. 3

« Le Dernier des géants » : hymne à John Wayne (20 h 30).

mardi 3 octobre

T.f. 1

Walt Disney, de Mickey à Blanche-Neige. Reportage sur le roi du dessin animé (20 h 30).

A. 2

« Charly », film américain sur un handicapé mental qu'une opération transforme en surdoué... momentanément (20 h 35). Pour suivre : un débat sur le cerveau.

mercredi 4 octobre

T.f. 1

« Aurélien », les battements de cœur d'un minet d'avant-guerre. Voir notre critique en page 30 (20 h 30).

L'enjeu, magazine économique et social de qualité, présenté par François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller (22 h).



« Satyricon », de Fellini.

dimanche 1er octobre

T.f. 1

« Le Permis de conduire » : film de Jean Girault, sur les malheurs d'un conducteur allergique aux bagnoles (20 h 30).

Concert Mahler (22 heures).

A. 2

Jazz : une émission de Jean-Christophe Averty. Un spécial Benny Carter (22 h 30).

F.r. 3

Ivan Makhonine, inventeur d'un carburant miracle, économique et sans danger, tente de faire bénéficier la France de sa découverte. Mais le cartel des pétroliers monte bonne garde ! (20 h 30)

« Les Insurgés », film de John Huston sur une tentative de révolution à Cuba, en 1933. Mieux valait attendre Castro (22 h 30).

A. 2

Mi-fugue, mi-raison : une enquête sur le show business et ses pièges. Avec Marie-Paule Belle (20 h 30).

jeudi 5 octobre

T.f. 1

« Allegra » : troisième épisode (20 h 30).

L'Evénement : magazine d'actualité (21 h 30).

« Le Trio infernal », film policier français avec Michel Piccoli en avocat-assassin, mais si séduisant ! (22 h 40).

A. 2

Hommage à Jeanne Moreau (20 h 35).

Magazine du cinéma : une seconde chance pour des films qui ont manqué la première (22 h 5).

F.r. 3

« Satyricon « : les frasques de Pétrone illustrées par Federico Fellini. Si vous aimez les monstres... (20 h 30).

Jean-Pierre Bonnet

30 SEPTEMBRE ET 1er OCTOBRE

Organisée par la Fédération des Pyrénées-Atlantiques

FETE DE LA ROSE

à Nay

Spectacle avec Gilles, Jules et Jean, Arrantzaleak, les Radicelles et C. Ray

Allocutions politiques de Louis Mermaz et André Labarrère

Organisée par la Fédération de l'Allier

FETE DE LA ROSE

à Yzeure, au stade municipal

Spectacle et bal avec Noël Dumont, le Golden Gate Quartet et l'orchestre Tom Barello

Allocution politique de François Mitterrand.

Organisée par la Fédération du Maine-et-Loire

FETE DU P.S.

au Parc de Bellefontaine, à Angers

avec Maurice Biraud, Mannick et Jo Akepsimas, le groupe folk l'Echo du Bayon.

Allocution politique de Jean Le Garrec

Organisée par la Fédération du Haut-Rhin

FETE DE LA ROSE

Salle des Fêtes Wittenheim-Théodore

avec les Joyeux Kalikumpel, le groupe Décadence, Annie-Nobel, Philippe Richeux, Géranium...

Allocution politique de Claude Estier

Organisée par la Fédération du Val-de-Marne

FETE DE LA ROSE

à Créteil, base de loisirs au bord du lac.

Soutien aux peuples en lutte avec Lionel Jospin, Pierre Guidoni, Leonid Pliouchtch.

Variétés avec le groupe Antu, le Cuarteto Cedron et Lény Escudéro.

Allocution politique de Pierre Mauroy

Organisée par la Fédéraion du Doubs

FETE DE LA ROSE

à Besançon au Palais des sports

Variétés et bal avec l'orchestre « Les Dominos », Aldo Mayor, Georges Villalon, Francine Girard...

Allocution politique de Michel Rocard

---

14 ET 15 OCTOBRE

GRANDE FETE D'AUTOMNE

au parc de Penfeld à Brest

Spectacles avec Yvon Etienne, Joël Favreau et Henri Tachan, Tri Yann

Allocution politique de Lionel Jospin



Robert Stone.



Henri Troyat, vu par Solo.

**** Henri Troyat : le Prisonnier n° 1 (Flammarion).***

Les aventures d'un sous-lieutenant dans l'armée russe au XVIIIe siècle ; sous Catherine II, il voulut faire évader le « Masque de fer » russe de l'époque, que la tsarine visitait elle-même dans sa cellule. Le souffle romanesque de Troyat passe sur l'Histoire.

**** Vladimov : Trois Minutes de silence (Gallimard).***

Au départ, ce livre n'était qu'une nouvelle, parue officiellement à Moscou, dans la revue « Novi Myr » en 1961. L'ouvrage qui est publié aujourd'hui dans la collection « Littératures soviétiques », dirigée par Aragon, est une version considérablement remaniée et étoffée de l'original. C'est une belle, forte et tonitruante histoire de marins soviétiques. Mais qu'il faut éclairer de ce qu'Aragon n'a pas cru bon de signaler aux lecteurs : en 1977, Vladimov a claqué la porte de l'Union des écrivains et renvoyé sa carte (n° 1474). Aragon sait-il comment et de quoi vit Vladimov aujourd'hui ?

**** Pascal Jardin : le Nain jaune (Julliard)***

Le Nain jaune, c'était son père. Il le fait revivre. Il en parle avec passion et pudeur. La mort arrondit les angles : on finit par oublier que cet homme servit sous Vichy, fut condamné...

**** Jacques-André Prévost : le Dissident (Mercure de France).***

Sous ses airs de polar, ce roman raconte froidement comment on peut tranquillement voler une entreprise en France. Avec l'aide des banquiers et de quelques « amis » de droite installés un peu partout : dans l'administration, dans la police, etc. Edifiant.

**** Jules Roy : la Vallée heureuse (Galilée-Oswald).***

Une réédition. Une histoire de pilote de bombardier. Mais pas une histoire de « guéguerre ». Une parabole sur le destin et le courage. Quand ce livre parut, Albert Camus salua dans ce roman une de ces « œuvres de force et de pudeur dont nous avions oublié le goût ».

n.r.s.

la nouvelle revue socialiste

fait peau neuve.

Dans le numéro 33, qui inaugure la nouvelle formule, vous trouverez :

* Démocratie, courants et cohésion dans le Parti : un débat entre quatre secrétaires fédéraux.
* Le point, par Jacques Delors, des négociations patronat-syndicats.
* Une enquête de François-Régis Bastide sur le livre.
* Les conséquences du vieillissement de la population, par Colette Audry.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner à la N.R.S., 12 cité Malesherbes, 75009 PARIS)

Je souscris un abonnement (un an) :

de 95 F ..... (étudiant)
de 115 F ..... (normal)
de 160 F ..... (soutien)
Ci-joint un chèque de ..... F
Nom et prénom .....
Adresse .....
.....
.....

Petites annonces

Ecole nationale des impôts.
Les camarades du P.s. de la promotion 1978-79 sont invités à contacter le responsable fédéral du secteur Entreprises du Puy-de-Dôme-Vannaire, dès leur installation.
Adresse : fédération du P.s. Puy-de-Dôme, 2, place Gaillard, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. : 37-12-12.

Issoudun (Indre), 17 000 habitants, lycée, collège, lycée d'enseignement professionnel, recrute par voie de mutation ou par voie d'avancement pour ses services financiers : un rédacteur (possibilité d'avancement à brève échéance) ; parfaite connaissance M. 12 exigée. Poste à pourvoir immédiatement.
Adresser candidature et curriculum vitae à M. le Maire, 36100 Issoudun.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 20 à 24 FT.T.C. départ

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

J.h., 25 ans, célibataire, dégagé O.m. licence histoire + diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (section Service public), recherche poste de secrétaire général adjoint de mairie ou toutes autres responsabilités équivalentes. Ecrire Pascal Granjean, 10, avenue Paul-Déroulède, 94300 Vincennes (tél. : 328-80-11).

Dentellière, retraitée, lauréate de la Fondation de France (référenciée au musée d'Art moderne — palais du Louvre, pavillon de Marsan), enseigne dentelle ancienne, à navette « frivolité » (XVe, XVIe s.). Gratuit pour les clubs 3e âge. Pour déplacement, fournir logement indépendant ou chambre coin cuisine indépendants. Tél. matin et soir : 254-78-84 ; ou s'adresser au journal, qui transmettra.

Ville d'Eragny-sur-Oise, inscrite dans périmètre Cergy-Pontoise (2 000 - 5 000 habitants, mais 10 000 en 1979), recrute secrétaire de mairie. Poste disponible en octobre. Envoyer curriculum vitae à M. le Maire, 95610 Eragny-sur-Oise.

La ville de Neuilly-sur-Marne recherche une puéricultrice D.e. pour direction crèche familiale. Logement de fonction assuré. Adresser demande d'emploi et C.v. à M. le Maire, 93330 Neuilly-sur-Marne.

Les prix les plus bas:

DARTY

la preuve par 250 grandes marques

TV. ELECTROMENAGER. HI-FI.

Coll. Fondation Jean Jaurès

24 fiches Safari

le coffret de classement avec tous les accessoires
tout l'ensemble pour seulement **9 F 80** (+ frais d'envoi)

et en plus **GRATUIT** une seconde collection de **24 fiches** si vous commandez tout de suite.



Examen gratuit
N'envoyez pas d'argent

Les merveilleux animaux du monde maintenant réunis dans ce fichier géant

Des éléphants, des lions, des oiseaux... des animaux qu'il connaît déjà, d'autres dont il ignore même le nom... voici réunis, dans un fichier géant, les merveilleux animaux du monde qui feront rêver votre enfant... Pour lui, une visite au zoo est une fête. Imaginez sa joie lorsque vous lui offrirez, chaque mois, une collection entière de fiches SAFARI.

Sur chaque fiche, il y a, d'un côté, une superbe photo de l'animal dans la nature, et de l'autre, toute sa vie, son caractère, ses performances.

Grâce à cette collection, il découvrira, chaque mois, de nouveaux animaux et, tout en s'amusant, il apprendra une foule de choses en sciences naturelles, en géographie. Et puis, ce jeune collectionneur choisira parmi les ingénieuses formules de classement celle qui convient le mieux à sa personnalité. Il développera son sens de l'observation visuelle, de l'ordre et de la logique. Les fiches SAFARI l'aideront dans ses études et lui feront passer des heures passionnantes.

Chacun dans votre famille tirera profit de ce fichier géant

Nous voudrions vous envoyer votre première collection de fiches SAFARI et tout ce dont vous avez besoin pour constituer votre fichier. Et afin que vous vous rendiez encore mieux compte de la valeur de cette encyclopédie par fiches, nous vous enverrons en plus en cadeau, un deuxième jeu de fiches SAFARI. Si vous êtes ravi, vous garderez gratuitement un jeu complet de 24 fiches SAFARI et vous ne paierez pour le tout (le premier jeu, le coffret de rangement, les intercalaires et les accessoires) que le bas prix de 9,80 F (+ frais d'envoi). Ensuite, si vous le désirez, vous recevrez chaque mois environ de nouvelles fiches SAFARI aux conditions avantageuses décrites dans le coupon ci-contre. Ainsi, grandiront vos connaissances et votre amour de la nature.

Magie des fiches SAFARI, véritable encyclopédie de la nature

✸ *Tous les membres de la famille peuvent consulter simultanément le fichier* ✸ *Les fiches donnent aux jeunes le goût de l'ordre, elles développent la mémoire visuelle* ✸ *Vous retrouverez instantanément la documentation que vous recherchez.*

Bon-cadeau

à envoyer à G.I.E. Courrier Rencontre, 27027 Evreux Cedex
Offre garantie jusqu'au 31.10.78

Envoyez-moi, sans frais ni obligation d'achat, les deux premières collections de 24 fiches SAFARI, soit 48 fiches, ainsi que le coffret de rangement et tous les accessoires.

Je me réserve le droit de retourner l'ensemble dans les 10 jours, sans rien vous devoir. Mais si je suis ravi, je garderai en cadeau une collection complète de 24 fiches SAFARI et paierai l'autre collection, avec le coffret et les accessoires, au bas prix de 9,80 F (+2,90 F de frais d'envoi).

Puis je recevrai les collections suivantes de fiches SAFARI, à raison d'un envoi par mois environ. Je bénéficierai du prix avantageux réservé aux abonnés, soit actuellement 9,80 F (+1,50 F de frais d'envoi) par collection de 24 fiches. Je pourrai faire cesser vos envois à tout moment, en vous avisant par simple lettre.

SIGNATURE OBLIGATOIRE
Signature d'un des parents pour les moins de 18 ans

M
Mme
Mlle
nom Prénom
numéro Rue ou lieu-dit
Commune
Code postal localité du bureau de poste

5-1000/955/1299

Offre limitée à la France, la Suisse et la Belgique.
Nous nous réservons le droit de réviser nos tarifs en fonction des circonstances économiques.
Les envois pourront comprendre plus d'une série de fiches.

G.I.E. Courrier Rencontre, 27027 Evreux Cedex
Lecteurs Suisses : 33, ch. d'Entre-Bois, 1018 Lausanne. Lecteurs Belges : Boîte Postale 8, 7500 Tournai

